

## CONTRAT

Nom du contrat	SAINT ANDRE LES ALPES
Numéro de contrat	C4431
Société titulaire	C.G.E.
Activité	Assainissement

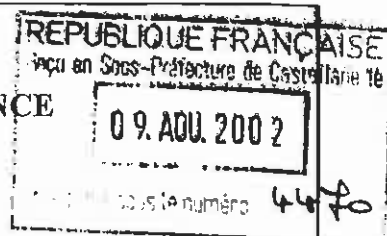
Date de signature :	NON
Date de visa Préfecture :	04/04/2003
Date de délibération :	05/08/2002

DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

ARRONDISSEMENT DE CASTELLANE

Commune de SAINT ANDRE LES ALPES

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



L'an deux mil deux le 05 août à 19 Heures le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jacques BOETTI, Maire.

Date de la convocation : 29 juillet 2002.

Date d'affichage : 29 juillet 2002.

Etaient présents : PRATO S. GROULET M. CHOQUET J.M. CICCOLI O. SERRANO P. GILARDONI R. MICHEL J. VACCAREZZA F. GERIN D. GIBERT J. GUENEBEAUD P.J. LEYDET G.

Absents : GARIN G. GERIN - JEAN F.

Secrétaire de séance : GROULET M.

---

**Objet : Service de l'eau et de l'assainissement . Contrats d'affermage.**

Monsieur le Maire expose au Conseil :

Le contrat de délégation de service public qui lie la Commune à la Compagnie Générale des Eaux (contrat d'affermage eau potable) signé le 01 octobre 1984, arrivera à échéance le 31 mars 2003. Il en est de même pour le contrat d'affermage du service d'assainissement.

Il y a donc lieu dans un premier temps de se prononcer sur le futur mode de gestion du service de distribution publique d'eau potable et assainissement de la Commune.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire, après en avoir délibéré,

Considérant que les priorités en matière d'eau potable sont :

- la qualité sanitaire de l'eau distribuée
- les périmètres de protection
- la maîtrise de la qualité dans les réseaux
- la qualité du service rendu aux usagers

en matière d'assainissement :

- la gestion des boues d'épuration
- la dépollution des eaux usées

Considérant les rapports de gestion du délégataire ;

Considérant les nouveaux cahiers des charges modèles ;

Considérant que la Commune n'a pas actuellement la capacité de gérer au mieux ces services publics et souhaite avant tout en préserver, voire, en améliorer la qualité ;

Considérant que jusqu'à présent la gestion de ces services en affermage a donné entière satisfaction ;

DECIDE de lancer une procédure de délégation de service public, procédure Loi Sapin, pour les contrats d'affermage des services d'eau et d'assainissement de la Commune.

DIT que les membres de la commission de Délégation de Service Public seront ceux de la Commission d'Appel d'Offres ;

Le Conseil Municipal :

Précise que le Maire peut recourir à l'assistance d'un cabinet spécialisé dans la délégation de services d'eau potable et d'assainissement afin d'accompagner la Commune dans ses démarches liées à l'ensemble de la procédure sus-mentionnée et autorise le Maire à signer le contrat de prestation de service à intervenir.

Dit que les dépenses qui en résulteront seront imputées sur les crédits que le Conseil s'engage à ouvrir sur le budget annexe du service de l'eau et de l'assainissement.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



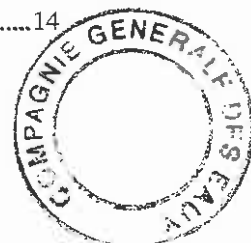
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Reçu en Sous-Préfecture de Castellane le  
04. AVR. 2003  
enregistré sous le numéro

**DEPARTEMENT  
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE  
COMMUNE DE  
SAINT-ANDRE-LES-ALPES**

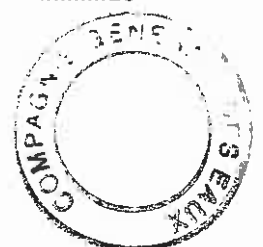
**CAHIER DES CHARGES  
POUR L'AFFERMAGE  
DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 : FORMATION DU CONTRAT .....	6
CHAPITRE I : ECONOMIE GENERALE ET DUREE DU CONTRAT .....	7
ARTICLE 2 : DEFINITION DE L'AFFERMAGE .....	7
ARTICLE 3 : DUREE .....	7
ARTICLE 5 : CONDITIONS PARTICULIERES .....	8
CHAPITRE II : OBJET ET ETENDUE DE L'AFFERMAGE .....	9
ARTICLE 6 : ETABLISSEMENT DU SERVICE .....	9
ARTICLE 7 : EXCLUSIVITE DU SERVICE .....	9
ARTICLE 8 : DEFINITION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE .....	9
ARTICLE 9 : REVISION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE .....	9
ARTICLE 10 : UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES .....	9
CHAPITRE III : EXPLOITATION DU SERVICE .....	10
ARTICLE 11 : REGLEMENT DU SERVICE .....	10
ARTICLE 12 : CONTRATS DE DEVERSEMENT .....	10
ARTICLE 13 : OBLIGATION DE CONSENTIR DES BRANCHEMENTS SUR TOUT LE PARCOURS DES CANALISATIONS .....	10
ARTICLE 14 : CONTROLE PAR LA COLLECTIVITE .....	11
ARTICLE 15 : CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS .....	11
CHAPITRE IV : REGIME DU PERSONNEL .....	12
ARTICLE 16 : STATUT DU PERSONNEL .....	12
ARTICLE 17 : DETACHEMENT .....	12
ARTICLE 18 : AGENTS DU FERMIER .....	12
CHAPITRE V : REGIME DES TRAVAUX .....	13
ARTICLE 19 : PRINCIPES GENERAUX .....	13
ARTICLE 20 : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATIONS .....	13
ARTICLE 21 : EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN .....	13
ARTICLE 22 : BRANCHEMENTS PARTICULIERS .....	14



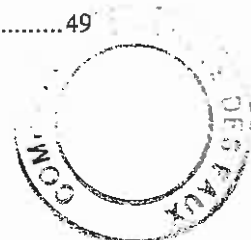
ARTICLE 23 : BRANCHEMENTS COMMUNAUX.....	15
ARTICLE 24 : RENOUVELLEMENT .....	15
ARTICLE 25 : RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS .....	16
ARTICLE 26 : REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS.....	16
ARTICLE 27 : DROIT DE CONTROLE DU FERMIER .....	17
ARTICLE 28 : INTEGRATION DES RESEAUX PRIVES.....	17
CHAPITRE VI : CLAUSES FINANCIERES.....	19
ARTICLE 29 : REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.....	19
ARTICLE 30 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT.....	19
ARTICLE 31 : part collectivite.....	19
ARTICLE 32 : REMUNERATION DU FERMIER .....	20
ARTICLE 33 : EXONERATIONS APPLICABLES A CERTAINS EQUIPEMENTS PUBLICS .....	22
ARTICLE 34 : TRAVAUX NEUFS.....	22
ARTICLE 35 : FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX NEUFS.....	22
ARTICLE 36 : FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX D'ENTRETIEN.....	22
ARTICLE 37 : VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIERES .....	22
CHAPITRE VII : REVISION DES REMUNERATIONS ET DES FORMULES DE VARIATION.....	23
ARTICLE 38 : REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION.....	23
ARTICLE 39 : REVISION DU PRIX ET DE LA FORMULE DE VARIATION DES TRAVAUX NEUFS .....	24
ARTICLE 40 : PROCEDURE DE REVISION.....	24
CHAPITRE VIII : REGIME FISCAL.....	25
ARTICLE 41 : IMPOTS .....	25
ARTICLE 42 : TRANSFERT DE LA T.V.A .....	25
CHAPITRE IX : GARANTIES - SANCTIONS & CONTENTIEUX.....	26
ARTICLE 43 : CAUTIONNEMENT .....	26



ARTICLE 44 : SANCTIONS PECUNIAIRES - LES PENALITES .....	26
ARTICLE 45 : SANCTION COERCITIVE - LA MISE EN REGIE PROVISOIRE.....	27
ARTICLE 46 : SANCTION RESOLUTOIRE - LA DECHEANCE.....	27
ARTICLE 47 : ELECTION DE DOMICILE.....	27
ARTICLE 48 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS .....	27
CHAPITRE X : FIN DE L'AFFERMAGE.....	28
ARTICLE 49 : CESSION DE L'AFFERMAGE.....	28
ARTICLE 50 : CONTINUITE DU SERVICE EN FIN D'AFFERMAGE.....	28
ARTICLE 51 : REMISE DES INSTALLATIONS.....	28
ARTICLE 52 : REPRISE DES BIENS .....	29
ARTICLE 53 : PERSONNEL DU FERMIER .....	29
DEUXIEME PARTIE – DISPOSITIONS .....	30
TECHNIQUES.....	30
ARTICLE 54 : INVENTAIRE DES BIENS IMMOBILIERS CONFIES AU FERMIER .....	30
ARTICLE 55 : REMISE DES INSTALLATIONS EN DEBUT DE CONTRAT.....	30
ARTICLE 56 : REMISE EN COURS DE CONTRAT DES INSTALLATIONS NEUVES .....	31
ARTICLE 57 : CONDITIONS PARTICULIERES .....	31
CHAPITRE XII : EXPLOITATION.....	32
ARTICLE 58 : NATURE DES EAUX DEVERSEES.....	32
ARTICLE 59 : TRAVAUX A REALISER EN CAS D'INSUFFISANCE DES INSTALLATIONS.....	32
ARTICLE 60 : ENTRETIEN DES CANALISATIONS.....	32
ARTICLE 61 : DEVERSOIRS D'ORAGE, AVALOIRS, REGARDS DE VISITE ET AUTRES OUVRAGES ANNEXES .....	33
ARTICLE 62 : STATIONS DE RELEVEMENT.....	33
ARTICLE 63 : STATION D'EPURATION.....	33
ARTICLE 64 : RECEPTION ET TRAITEMENT DES PRODUITS DE VIDANGE.....	37



ARTICLE 65 : CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE .....	37
CHAPITRE XIII : TRAVAUX .....	38
ARTICLE 66 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES .....	38
ARTICLE 67 : REPARTITION DES CATEGORIES DE TRAVAUX .....	38
ARTICLE 68 : REGIME DES CANALISATIONS PUBLIQUES.....	41
ARTICLE 69 : TRAVAUX SUR LES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF .....	41
ARTICLE 70 : PARTICIPATION DU FERMIER AUX COMMISSIONS D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX .....	42
TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	43
ARTICLE 71 : CONTROLE DES TRAVAUX CONFIES AU FERMIER .....	43
ARTICLE 72 : FACTURATION DES SOMMES DUES PAR LES USAGERS ET LA COLLECTIVITE .....	43
ARTICLE 73 : PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES USAGERS ET LA COLLECTIVITE .....	43
ARTICLE 74 : FRAIS D'ETABLISSEMENT ET D'ENTRETIEN DES BRANCHEMENTS.....	44
ARTICLE 75 : TRAVAUX SUR BORDEREAUX.....	45
ARTICLE 76 : ENTRETIEN DES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF .....	45
ARTICLE 77 : DELAIS DE REGLEMENT DES FRAIS DE TRAVAUX ET D'ENTRETIEN DUS PAR LA COLLECTIVITE.....	45
CHAPITRE XV : PRODUCTION DES COMPTES .....	46
ARTICLE 78 : COMPTES RENDUS ANNUELS .....	46
ARTICLE 79 : COMPTE RENDU TECHNIQUE .....	46
ARTICLE 80 : TENUE A JOUR DU PLAN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT .....	47
ARTICLE 81 : COMPTE RENDU FINANCIER.....	47
ARTICLE 82 : COMPTES DE L'EXPLOITATION .....	47
ARTICLE 83 : CONTROLE EXERCE PAR LA COLLECTIVITE .....	47
CHAPITRE XVI : CLAUSES DIVERSES.....	49
ARTICLE 84 : DOCUMENTS ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES .....	49





## **PREMIERE PARTIE – DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 : FORMATION DU CONTRAT**

La Commune de SAINT ANDRE LES ALPES ci-après dénommée la Collectivité, a décidé par délibération en date du 05 août 2002 d'affermir l'exploitation de son service d'assainissement .

La Collectivité, par délibération en date du 13 mars 2003 a autorisé Monsieur Jacques BOETTI , Maire, à signer le présent contrat avec la COMPAGNIE GENERALE DES EAUX.

La COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX (C.G.E.), inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro B 572 025 526 dont le siège social est situé 52 rue d'Anjou- 75008 PARIS , ci-après dénommée « le Fermier », représentée par Monsieur Philippe YVON, en qualité de Directeur Régional de la Région Sud-Est, accepte de prendre en charge la gestion du service affermé, dans les conditions du présent cahier des charges

# **CHAPITRE I : ECONOMIE GENERALE ET DUREE DU CONTRAT**

## **ARTICLE 2 : DEFINITION DE L'AFFERMAGE**

La Collectivité, en confiant au Fermier la gestion par affermage de son service d'assainissement collectif, s'engage à mettre à sa disposition dans un état conforme à celui défini par l'inventaire prévu à l'article 54, les ouvrages publics correspondants financés à ses frais.

Hormis les travaux d'entretien et ceux confiés au Fermier par le présent contrat, les autres travaux concernant les ouvrages du service seront exécutés par la Collectivité conformément au Code des marchés publics.

La Collectivité conserve le contrôle du service affermé et doit obtenir du Fermier tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Fermier, responsable du fonctionnement du service, le gère conformément au présent contrat. Il a droit aux rémunérations fixées au chapitre VI en contrepartie de ses obligations ; il exploite le service à ses risques et périls.

## **ARTICLE 3 : DUREE**

La durée du présent contrat d'affermage est fixée à 12 ans.

Le contrat prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2003 ou à la date ultérieure à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire. Les nouveaux tarifs seront appliqués dès la facturation du printemps 2003.

## **ARTICLE 4 : RESPONSABILITE DU FERMIER**

Dès la prise en charge des installations telles qu'elles ont été définies dans l'inventaire quantitatif et qualitatif établi conformément à l'article 54, le Fermier est responsable du bon fonctionnement du service, dans le cadre des dispositions du présent cahier des charges et sous les réserves prévues, notamment, aux articles 58, 59 et 63 ci-dessous.

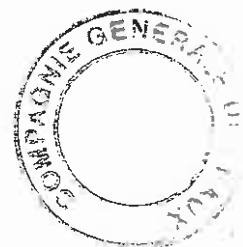
Le Fermier est tenu de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont il donne connaissance à la Collectivité.

La responsabilité civile résultant de l'existence et donc de la conception des ouvrages dont la Collectivité est propriétaire, incombe à celle-ci.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS PARTICULIERES**

5.1. Le Fermier s'engage à digitaliser le réseau d'assainissement de la Collectivité dans avant la fin de l'année 2003.

5.2. Le Fermier s'engage à réaliser dans les trois mois les travaux nécessaires au contrôle de l'accès de la station d'épuration (mise en place d'une barrière autour du bassin d'aération de la station d'épuration et d'un panneau signalétique interdisant l'accès à celle-ci.



## **CHAPITRE II : OBJET ET ETENDUE DE L'AFFERMAGE**

### **ARTICLE 6 : ETABLISSEMENT DU SERVICE**

Le présent affermage a pour objet l'exploitation du service d'assainissement collectif (station d'épuration et réseaux) établi par la Collectivité et défini par le présent cahier des charges. Il s'appliquera aux extensions futures.

### **ARTICLE 7 : EXCLUSIVITE DU SERVICE**

Pendant sa durée, le contrat d'affermage confère au Fermier le droit exclusif d'assurer au profit des usagers le service d'assainissement à l'intérieur du périmètre affermé, défini à l'article 8 ci-après.

Le Fermier dispose également du droit exclusif d'entretenir dans le périmètre affermé, au-dessus ou au-dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous ouvrages et canalisations d'assainissement nécessaires au service.

Cette clause d'exclusivité ne concerne pas la dévolution des travaux neufs.

### **ARTICLE 8 : DEFINITION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE**

L'exploitation du service affermé est assurée dans les limites du territoire de la Collectivité, dites périmètre d'affermage.

### **ARTICLE 9 : REVISION DU PERIMETRE D'AFFERMAGE**

La Collectivité, lorsque des considérations techniques ou économiques le justifieront, aura la faculté d'inclure dans le périmètre du service affermé ou d'en exclure toute partie de son territoire faisant l'objet d'une opération d'urbanisme ou de construction.

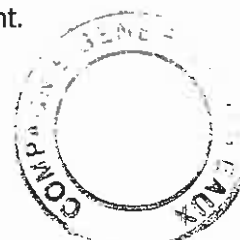
Ces modifications de l'importance du service ouvriront droit pour les parties à une révision des conditions de rémunération, conformément à l'article 38 ci-après.

### **ARTICLE 10 : UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES**

Pour l'exercice de ses droits d'exploitation et d'entretien, le Fermier devra se conformer aux conditions du présent cahier des charges et aux règlements de voirie.

L'exercice des droits du Fermier sur les voies publiques qui n'appartiennent pas au domaine public de la Collectivité est subordonné à l'existence des autorisations nécessaires, que la Collectivité se charge d'obtenir à la requête du Fermier. Lors de la

remise des ouvrages, la Collectivité fournira au délégataire une copie de toutes les conventions de servitude de passage de canalisation en terrain privé lorsqu'elles existent.



## **CHAPITRE III : EXPLOITATION DU SERVICE**

### **ARTICLE 11 : REGLEMENT DU SERVICE**

Un règlement du service affermé intervient pour l'application aux usagers des stipulations du présent cahier des charges.

Le règlement du service comprend notamment le régime des contrats de déversement, les dispositions techniques relatives aux branchements, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui n'auraient pas été réglées par le cahier des charges.

Le règlement du service, arrêté d'un commun accord entre le Fermier et la Collectivité, après délibération de cette dernière, est annexé au présent cahier des charges et remis à chaque usager au moment de la souscription de sa convention de déversement.

### **ARTICLE 12 : CONTRATS DE DEVERSEMENT**

Les contrats pour le raccordement et le déversement à l'égout sont établis sous la forme d'autorisations de déversement ordinaires pour les usagers domestiques ou assimilés, ou sous la forme de conventions de déversement spéciales pour les autres usagers, notamment pour les usagers industriels.

Ces documents sont établis conformément au règlement du service ; le modèle d'autorisation de déversement est arrêté en accord entre le Fermier et la Collectivité.

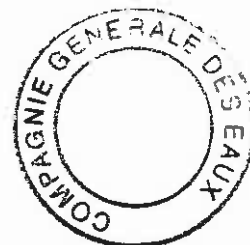
Dans le cas de déversement spécial, le Fermier soumet au visa de la Collectivité les conventions de déversement spéciales.

La Collectivité peut prescrire au Fermier de refuser les conventions susceptibles d'entraîner l'application des dispositions de l'article 59 en raison de l'insuffisance totale ou partielle des installations.

### **ARTICLE 13 : OBLIGATION DE CONSENTIR DES BRANCHEMENTS SUR TOUT LE PARCOURS DES CANALISATIONS**

Conformément à l'article L 133-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles à l'égout est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout.

Sur tout le parcours des égouts, le Fermier est tenu de consentir des branchements à l'égout, dans les conditions prévues au présent cahier des charges et au règlement du service, à tout propriétaire qui demande à souscrire une autorisation de déversement.



#### **ARTICLE 14 : CONTROLE PAR LA COLLECTIVITE**

La Collectivité contrôle son service elle-même ou éventuellement par l'intermédiaire d'un organisme de contrôle public ou privé librement désigné par elle.

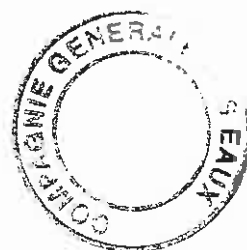
La Collectivité, ou l'organisme de contrôle choisi par elle, peut à tout moment, s'assurer que le service est effectué avec diligence par le Fermier.

Le Fermier devra prêter son concours à la Collectivité pour qu'elle accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents nécessaires, notamment ceux qui sont prévus au chapitre XV ci-après.

#### **ARTICLE 15 : CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS**

A la date d'effet du présent contrat, le Fermier reprendra toutes les obligations contractées par la Collectivité pour la gestion du service et que celle-ci lui a fait connaître avant cette date.

Tous les contrats passés par le Fermier avec des tiers et nécessaires à la continuité du service devront comporter une clause réservant expressément à la Collectivité la faculté de se substituer au Fermier dans le cas où il serait mis fin au contrat.



## **CHAPITRE IV : REGIME DU PERSONNEL**

### **ARTICLE 16 : STATUT DU PERSONNEL**

Dans un délai de six mois à partir de la date où le service affermé aura commencé à fonctionner avec un personnel approprié aux besoins, choisi par priorité parmi le personnel antérieurement affecté à l'exploitation, le Fermier devra communiquer à la Collectivité le statut applicable à ce personnel.

### **ARTICLE 17 : DETACHEMENT**

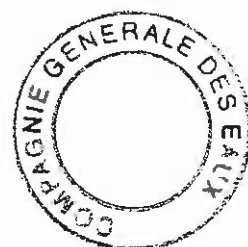
Sans objet.

### **ARTICLE 18 : AGENTS DU FERMIER**

Le Fermier sera tenu d'avoir en permanence un représentant en résidence dans la région.

Les agents que le Fermier aura fait assermenter pour effectuer la surveillance et la police du réseau d'assainissement de ses dépendances et ouvrages, et s'assurer de son bon fonctionnement seront porteurs d'un signe distinctif et seront munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Les agents du Fermier auront libre accès aux installations des abonnés pour tous relevés, vérifications et travaux utiles.



## **CHAPITRE V : REGIME DES TRAVAUX**

### **ARTICLE 19 : PRINCIPES GENERAUX**

Les travaux sont exécutés dans les conditions suivantes :

- les travaux d'entretien et de réparations sont exécutés par le Fermier, à ses frais conformément à l'article 20 ci-après ;
- les travaux relatifs aux branchements sont exécutés conformément aux articles 22 et 23 ci-après ;
- les travaux de renouvellement sont exécutés conformément à l'article 24 ci-après ;
- les travaux neufs de renforcement et d'extension sont exécutés conformément à l'article 25 ci-après.

Sous réserve de l'approbation par la Collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin d'affermage, le Fermier pourra établir à ses frais dans le périmètre de l'affermage, tous ouvrages et canalisations qu'il jugera utiles dans l'intérêt du service affermé. Ces ouvrages et canalisations feront partie intégrante de l'affermage dans la mesure où ils sont utilisés par le service affermé.

Dans le cas où le Fermier se voit confier dans les conditions réglementaires par la Collectivité une mission d'ingénierie, celle-ci fait l'objet d'un contrat particulier et d'une rémunération conformément à la réglementation en vigueur ; le Fermier ne peut alors réaliser les travaux en cause.

### **ARTICLE 20 : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATIONS**

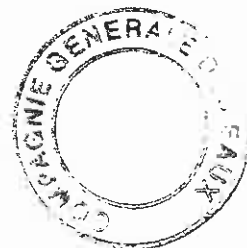
Tous les ouvrages, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation, y compris les branchements, seront entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du Fermier, à ses frais.

Les travaux rentrant dans la catégorie des travaux d'entretien, y compris les travaux de réparation sont définis à l'article 67 ci-dessous.

### **ARTICLE 21 : EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN**

Faute par le Fermier de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, la Collectivité pourra faire procéder, aux frais du Fermier, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service 48 heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La même procédure pourra être utilisée en cas de malfaçon dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées.





## **ARTICLE 22 : BRANCHEMENTS PARTICULIERS**

La nature des eaux susceptibles d'être déversées à l'égout par l'intermédiaire d'un branchement est définie à l'article 58.

Le Fermier signale à la Collectivité les noms des propriétaires dont les immeubles ne pourraient être raccordés à l'égout pour des raisons techniques.

Les branchements à l'égout, tels qu'ils sont définis au règlement du service, sont exécutés, s'ils n'existent déjà, conformément à l'un des branchements types arrêtés par la Collectivité en accord avec le fermier et suivant les prescriptions de l'article 52 du fascicule n° 70 du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat.

Les travaux correspondants, non compris ceux visés par les articles 25 et 55, ainsi que les travaux de déplacement ou de modification des branchements existants, toujours pour la partie comprise entre la canalisation et la limite de la propriété privée, seront exécutés par le Fermier ; toutefois, au cas où l'exécution d'un certain nombre de branchements pourrait être groupée en vue d'une réalisation simultanée, celle-ci pourrait avoir lieu dans les conditions prévues à l'article 25.

Les travaux font l'objet d'un devis et sont réglés dans les conditions prévues à l'article 73.

Les travaux doivent être terminés dans le délai de deux mois à compter de la signature de la demande par le propriétaire, sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires.

Le Fermier a le droit, avant d'exécuter les travaux de branchement, de vérifier que les installations intérieures satisfont aux conditions définies par le règlement du service. Il peut demander toute modification destinée à rendre l'installation intérieure conforme à ce règlement et surseoir à l'exécution des travaux jusqu'à mise en conformité de l'installation intérieure.

L'entretien des branchements est assuré par le Fermier et à ses frais en ce qui concerne la partie sous voie publique. Cet entretien comprend les opérations de désobstruction éventuelles ou de réparations ; mais si ces opérations sont rendues nécessaires du fait de la négligence ou de la maladresse de l'usager, elles seront mises à la charge de ce dernier, qui en réglera le montant au Fermier dans des conditions définies au règlement du service.

La partie des branchements située sous la voie publique fait partie intégrante de l'affermage.

Les branchements déjà existants non conformes au règlement du service peuvent être modifiés par le fermier aux frais des propriétaires, à l'occasion d'un travail à exécuter sur le branchement, tel que déplacement de canalisation, remplacement de tuyaux cassés, réparation de fuites, etc.



La partie des branchements située sous propriété privée et le reste des installations intérieures sont établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires ou usagers.

### **ARTICLE 23 : BRANCHEMENTS COMMUNAUX**

Les travaux d'établissement des branchements communaux, non compris ceux visés par les articles 25 et 55, et les travaux de déplacement ou de modification des branchements communaux existants sont exécutés aux frais de la Collectivité dans les conditions prévues à l'article 22, qu'il s'agisse des branchements des immeubles ou de ceux des appareils publics tels que W.C., urinoirs, lavoirs, etc.

L'entretien de ces branchements est assuré dans les conditions précisées à l'article 22 pour les branchements particuliers.

### **ARTICLE 24 : RENOUELEMENT**

Le remplacement à l'identique des ouvrages dont le renouvellement s'avère nécessaire est régi par les principes suivants :

#### **1. Matériels tournants, accessoires hydrauliques, équipements électromécaniques des installations d'épuration :**

Le renouvellement de ces matériels est à la charge du Fermier.

#### **2. Génie civil :**

Les travaux de renouvellement des ouvrages de génie civil, y compris des enduits d'étanchéité, sont à la charge de la Collectivité. Ils sont attribués conformément au Code des marchés publics.

#### **3. Canalisations :**

Les travaux de renouvellement des canalisations et leurs annexes ainsi que le renouvellement des tampons sont à la charge de la Collectivité. Ils sont attribués conformément au Code des marchés publics.

#### **4. Branchements :**

Les travaux de renouvellement des branchements pour la partie comprise entre la canalisation et la limite de la propriété privée sont à la charge du Fermier, sauf le cas des branchements renouvelés à l'occasion d'opérations de renforcement dont le régime est défini à l'article 25.

Le renouvellement à la charge du Fermier sera assuré sous forme d'une garantie de renouvellement qui est établi à partir du programme prévisionnel joint au compte d'exploitation.

Le Fermier s'engage donc à faire le renouvellement des branchements et des équipements électromécaniques, nécessaire au bon fonctionnement du service.



## **ARTICLE 25 : RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS**

La Collectivité est maître d'ouvrage pour tous les travaux de renforcement et d'extension, comportant l'établissement de nouvelles canalisations et de nouveaux ouvrages, et entraînant un accroissement du patrimoine.

Le Fermier est consulté sur l'avant-projet des travaux à exécuter notamment lorsque les travaux nécessitent que des précautions particulières soient prises au raccordement des ouvrages en service.

Dans la procédure de dévolution des travaux, le Fermier peut être admis à soumissionner comme les autres entreprises, sauf si la Collectivité lui a confié la maîtrise d'œuvre des ouvrages. L'opération de raccordement des canalisations et ouvrages nouveaux aux ouvrages en service est exécutée par le Fermier ainsi que la mise en service des ouvrages.

Lorsque les travaux constituent à la fois un renforcement des ouvrages et un renouvellement de ceux-ci à la charge du Fermier, la part du coût correspondant à un renouvellement de l'ouvrage à l'identique est à la charge du Fermier, déduction faite de la valeur d'usage résiduelle dudit ouvrage.

## **ARTICLE 26 : REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS**

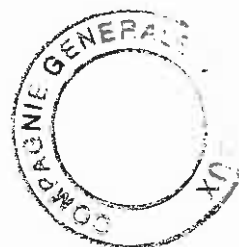
Les renforcements et extensions des réseaux se feront conformément aux dispositions de Code de l'urbanisme et en particulier aux nouvelles règles de la loi n°2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et de sa circulaire d'application n°2001-56 du 27 juillet 2001.

Par dérogation au principe posé à l'article précédent, et après accord de la collectivité, le Fermier pourra être chargé de réaliser les travaux d'extension dans l'hypothèse où les usagers bénéficiaires s'engagent à lui verser à l'achèvement des travaux une participation égale au coût des travaux, sauf dans le cas où la Collectivité accepterait d'en prendre une partie à sa charge.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs riverains, le Fermier détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

Le Fermier n'est tenu d'exécuter les travaux que dans la mesure où le réseau d'assainissement permet l'évacuation et l'épuration des eaux provenant des nouveaux immeubles à desservir.



L'extension doit être achevée et mise en service dans le délai maximal de deux mois à dater de l'acceptation du projet, à condition que les autorisations nécessaires aient été délivrées en temps utile au Fermier.

Les ouvrages et canalisations établis en vertu du présent article font partie intégrante de l'affermage.

Le coût des travaux est évalué selon le bordereau de prix prévu par les articles 34 et 75 ci-après.

## **ARTICLE 27 : DROIT DE CONTROLE DU FERMIER**

Le Fermier dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication de tous les avant-projets d'exécution sur lesquels le Fermier donne son avis.

Le Fermier aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Il aura, en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il pourra le signaler à la Collectivité, par écrit, dans le délai de 8 jours.

Le Fermier sera invité à assister aux réceptions, et autorisé à présenter ses observations qui seront consignées au procès-verbal.

Si le Fermier a signalé à la collectivité ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier, ou s'il a présenté des observations lors de la réception, le Fermier pourra refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages tant que les réserves formulées à la réception n'auront pas été levées, et à condition que ces réserves se rapportent à des anomalies qui compromettent la bonne exploitation des ouvrages concernés.

Après réception des travaux, la Collectivité remettra les installations au Fermier. Cette remise des installations sera constatée par un procès-verbal signé des deux parties. Elle est accompagnée de la remise au Fermier du dossier des ouvrages exécutés.

Le Fermier, ayant eu pleine connaissance des avant-projets et ayant donné un avis motivé, et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra en aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations du présent affermage. Toutefois, le Fermier est autorisé, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Collectivité à exercer les recours ouverts à celle-ci vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs par la législation en vigueur.

## **ARTICLE 28 : INTEGRATION DES RESEAUX PRIVES**

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine affermé sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, ceux-ci, au moyen de conventions conclues avec la Collectivité transféreront à celle-ci la maîtrise d'ouvrage correspondante en lui versant en temps voulu les fonds nécessaires ; les travaux seront alors réalisés conformément à l'article 25 et aux prescriptions techniques applicables aux marchés publics.

Si ce transfert de maîtrise d'ouvrage n'est pas possible, la Collectivité, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs réservera les droits de contrôle du Fermier prévus à l'article 27.



Lors de l'intégration effective dans le domaine affermé de réseaux privés exécutés, soit en vertu du présent article, soit antérieurement à l'entrée en vigueur du présent contrat, le Fermier recevra l'inventaire des ouvrages à incorporer et sera appelé à donner son avis sur leur état. Les travaux éventuels de mise en conformité devront être réalisés avant l'incorporation effective.



## **CHAPITRE VI : CLAUSES FINANCIERES**

### **ARTICLE 29 : REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Le Fermier ne versera pas à la Collectivité de redevance pour l'occupation du domaine public de la Collectivité. Toutes les autres redevances domaniales seront à la charge du Fermier.

### **ARTICLE 30 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT**

Conformément à la réglementation en vigueur, la redevance d'assainissement couvre l'ensemble des charges du service d'assainissement.

Elle comprend :

- la rémunération du Fermier relative aux eaux usées définie à l'article 32 ;
- la part de la Collectivité définie à l'article 31.

### **ARTICLE 31 : PART COLLECTIVITE**

Le Fermier sera tenu de percevoir gratuitement pour le compte de la Collectivité une part s'ajoutant au prix constituant sa rémunération.

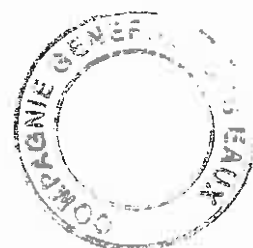
Le montant de cette part Collectivité sera fixé chaque année par délibération de la Collectivité qui le notifiera au Fermier un mois avant le début de la période de consommation. En l'absence de notification faite au Fermier, celui-ci reconduira le montant fixé pour la précédente facturation.

Le montant encaissé de la part Collectivité sera versé par le Fermier à la collectivité dans les mêmes conditions que la surtaxe perçue au titre du service d'eau potable géré par le Fermier.

Dans le cas où la Collectivité et le Fermier décideraient d'un commun accord de modifier les dates de facturation, les dates de reversement de la part Collectivité et des acomptes seraient avancées ou retardées du même délai.

Toute somme non versée aux dates fixées portera intérêt au taux légal en vigueur.

La Collectivité, aura le droit de contrôler le produit de la part Collectivité et les délais de reversement, en se faisant présenter les registres de quittances dans les bureaux du Fermier.



## **ARTICLE 32 : REMUNERATION DU FERMIER**

### **1. Rémunération de base**

En contrepartie des charges qui lui incombent en exécution du présent cahier des charges, le Fermier perçoit :

a) Au titre des eaux usées : auprès des usagers et de la Collectivité, une rémunération R définie hors taxes et redevances,

- redevance par mètre cube d'eau assaini :  $R_o = 0,7056 \text{ € / m}^3$

b) Au titre des eaux pluviales et de l'entretien des avaloirs: auprès de la Collectivité, une rémunération forfaitaire P dont la valeur de base  $P_o$ , hors taxes, est de 500 € par semestre.

Ces valeurs de base s'entendent à la date du 1<sup>er</sup> avril 2003 et pour les installations figurant à l'état des lieux visés à l'article 55.

### **2. Evolution de la rémunération de base**

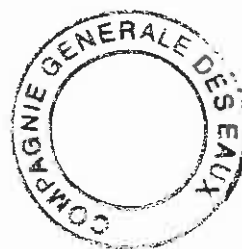
Les rémunérations applicables à chaque facturation de l'application des formules suivantes aux rémunérations de base  $R = R_o \times K1$  et  $P = P_o \times K1 \times K2$

Le coefficient K1 est constitué par la formule de variation suivante :

$$K1 = 0,125 + 0,425 S/S_o + 0,16 EMT/EMT_o + 0,14 P_{sdC}/P_{sdCo} + 0,15 TP_{10-3}/TP_{10-3o}$$

Le coefficient K2 est constitué par la formule de variation suivante

$$K2 = 0,15 + 0,35 L/L_o + 0,50 B/B_o$$



Dans lesquelles :

S représente l'indice des salaires régionaux dans les industries du Bâtiment et des Travaux publics, pour la région Provence Alpes Côte d'Azur, majoré du coefficient des charges sociales dans les T.P. en Provence

EMTt représente l'indice électricité moyenne tension (PVIC 401010095M)

PsdC représente l'indice des produits et services divers, catégorie C

TP10-3 représente l'index national des prix de génie civil pour les travaux de canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux P.V.C.

L représente la longueur du réseau d'eau pluviales

B représente le nombre d'avaloirs.

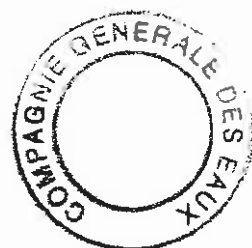
Les valeurs de base sont les valeurs des paramètres connues le 1<sup>er</sup> avril 2003 .

Les valeurs des paramètres sont régulièrement publiées par la presse spécialisée (BOCC, MTPB, ...). Dans le cas où l'un des paramètres constituant les formules de variation viendrait à ne plus être publié, la Collectivité et le Fermier se mettront d'accord, par un simple échange de lettres, sur son remplacement par un autre paramètre représentant sensiblement le même élément du prix de revient.

La redevance au m<sup>3</sup> et la redevance au titre des eaux pluviales seront facturées par semestre à terme échu.

Pour les usagers faisant l'objet d'une facturation annuelle, trimestrielle ou mensuelle (par exemple : usagers industriels, gros consommateurs, communaux ...), la part fixe éventuelle, la redevance proportionnelle et l'acompte seront calculés en tenant compte de la périodicité indiquée dans leur convention de déversement, ou à défaut de la périodicité précisée par la Collectivité.

Pour permettre au consommateur de connaître, en début de période, le prix de la consommation à venir, la valeur des termes correctifs sera déterminée tous les semestres avec les valeurs connues des paramètres le premier jour de la période de consommation. Les valeurs initiales ci-dessus des paramètres tiennent compte de ce décalage.





### **ARTICLE 33 : EXONERATIONS APPLICABLES A CERTAINS EQUIPEMENTS PUBLICS**

Les volumes d'eau consommés par les bornes fontaines, les bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie n'étant pas passibles de la redevance d'assainissement ne donnent pas droit à une rémunération au Fermier.

### **ARTICLE 34 : TRAVAUX NEUFS**

Hormis ceux qu'il a obtenus après appel à la concurrence, les travaux neufs confiés au Fermier en application du chapitre V ci-dessus, sont évalués d'après le bordereau de prix annexé au présent cahier des charges, et selon les règles posées par l'article 75.

### **ARTICLE 35 : FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX NEUFS**

Les parties conviennent d'indexer le prix composant le bordereau des travaux neufs par application de la formule de variation suivante :

$$P = P_o ( 0,15 + 0,85 TP10-3 / TP10-3o )$$

dans laquelle TP10-3 représente l'index national des prix de génie civil pour les travaux de canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux P.V.C.

Pour le calcul des prix P, la valeur de TP10-3 sera celle connue lors de la réalisation des travaux.

TP10-3o est la valeur connue le 1er avril 2003

### **ARTICLE 36 : FORMULE DE VARIATION DU PRIX DES TRAVAUX D'ENTRETIEN**

Les tarifs des travaux d'entretien visés à l'article 76 exécutés par le Fermier sur les ouvrages à usage municipal et collectif sont indexés comme il est dit à l'article 35.

### **ARTICLE 37 : VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIERES**

Le Fermier sera tenu de remettre chaque année à la Collectivité, avant le 1<sup>er</sup> juin qui suit l'exercice considéré, les documents prévus au chapitre XV, articles 78, 79, et 81.

La Collectivité aura droit de contrôler les renseignements donnés dans ces documents. A cet effet, ses agents dûment accrédités pourront se faire présenter toutes pièces nécessaires pour leur vérification.



## **CHAPITRE VII : REVISION DES REMUNERATIONS ET DES FORMULES DE VARIATION**

### **ARTICLE 38 : REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION**

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que les formules d'indexation sont bien représentatives des coûts réels, le niveau des rémunérations, d'une part, et la composition des formules de variation y compris la partie fixe, d'autre part, devront être soumis à réexamen, sur production par le Fermier des justifications nécessaires et notamment des comptes de l'exploitation, dans les cas suivants :

1°/ Après cinq ans ;

2°/ En cas de révision du périmètre d'affermage, notamment par application de l'article 9 ;

3°/ Si les rémunérations ont varié de plus de 30 % autour de celles constatées au moment de la mise en vigueur ou de la dernière révision ;

4°/ En cas de modification des ouvrages notamment en cas de mise en service de stations de relèvement, d'extension de la station d'épuration ou de modification des procédés de traitement employés ;

5°/ Si le montant des impôts et redevances à la charge du Fermier autres que ceux frappant les résultats varie de plus de 15% par rapport aux conditions initiales du présent contrat ou de la dernière révision ;

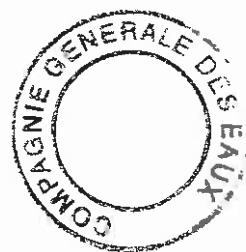
6°/ En cas de variation de plus de 20 % du volume global d'eau servant d'assiette à la redevance d'assainissement calculé par référence à la moyenne des trois dernières années, depuis la dernière révision ;

7°/ En cas d'admission à la station d'épuration de matières de vidange lorsque cette admission n'est pas prévue initialement ;

8°/ Si la destination finale ou le coût de l'élimination des boues, des produits de dégrillage, de dessablage ou de déshuilage venait à changer (indépendamment de la volonté des parties) pour répondre à une nouvelle réglementation ;

9°/ En cas de modification de la réglementation entraînant pour le Fermier des surcoûts notamment en frais d'analyses.

10°/ En cas de modification substantielle des conditions d'exploitation, consécutive à un changement de réglementation ou à l'intervention d'une décision administrative.



### **ARTICLE 39 : REVISION DU PRIX ET DE LA FORMULE DE VARIATION DES TRAVAUX NEUFS**

Pour les maintenir en harmonie avec l'évolution réelle des coûts, le bordereau des prix pour les travaux neufs, les tarifs des travaux d'entretien ainsi que les formules de variation correspondantes, seront obligatoirement soumis à réexamen chaque fois qu'il sera fait application de l'article précédent relatif à la révision des prix.

### **ARTICLE 40 : PROCEDURE DE REVISION**

La procédure de révision des prix et des formules de variation n'entraînera pas l'interruption du jeu normal de la formule de variation, qui continuera à être appliquée jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Si, dans les trois mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, il sera procédé à cette révision par une commission composée de trois membres dont l'un sera désigné par la Collectivité, l'autre, par le Fermier et le troisième par les deux premiers. Faute à ceux-ci de s'entendre dans un délai de 15 jours, la désignation du troisième membre sera faite par le président du tribunal administratif. Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés, par les parties dans le même délai à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.



## CHAPITRE VIII : REGIME FISCAL

### ARTICLE 41 : IMPOTS

Tous les impôts ou taxes établis par l'Etat, la région, le département ou la commune, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, seront à la charge du Fermier.

Les rémunérations de base visées à l'article 32 ci-dessus sont réputées correspondre aux impôts et taxes en vigueur à l'origine de l'affermage ou lors de l'adoption d'un nouveau tarif de base établi en application de l'article 38 ci-dessus.

### ARTICLE 42 : TRANSFERT DE LA T.V.A

Conformément aux articles 216 bis à 216 quater de l'annexe II du Code Général des Impôts, la Collectivité transfèrera à son fermier le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les investissements financés par la collectivité et compris dans l'affermage.

La Collectivité, en tant que propriétaire des biens affermés délivrera à son fermier une attestation précisant d'une part la base d'imposition des biens, ou de la fraction des biens, utilisés par le fermier, et, d'autre part, le montant de la taxe correspondante.

La Collectivité informera le Service des Impôts de la délivrance de cette attestation.

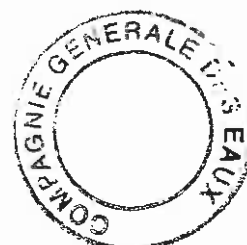
En application du décret n° 72.102 du 4 Février 1972, le fermier, quand l'imputation préalable de la T.V.A. déductible aura fait apparaître un crédit d'impôt, pourra en demander le remboursement.

Le Fermier s'engage à faire connaître à la Collectivité à chaque imputation ou remboursement, avant le 15 du mois suivant celui du dépôt de la déclaration de T.V.A. ou celui du remboursement, le montant de la T.V.A. imputée ou reversée pour le compte de l'autorité affermante.

Les sommes transférées seront reversées à la Collectivité avant la fin du troisième mois suivant celui de la déclaration de T.V.A. ou celui du remboursement. Toute somme non versée à cette date portera intérêt au taux légal en vigueur.

Enfin dans le cas où le montant de la T.V.A. récupérée ferait ultérieurement l'objet d'un redressement de la part du Service des Impôts, ce montant majoré éventuellement des pénalités légales, serait remboursé par la Collectivité au Fermier avant la fin du troisième mois suivant la date d'échéance de ce redressement. De même, si, en fin de contrat, le Fermier est amené à rembourser au Trésor une partie de la T.V.A. effectivement récupérée sur les dépenses d'investissement du service au cours des 20 années précédentes, la Collectivité remboursera au Fermier les sommes ainsi dues au Trésor avant la fin du 3ème mois suivant celui de la date d'expiration du contrat.

Toute somme non versée à cette date portera intérêt au taux légal en vigueur.



## **CHAPITRE IX : GARANTIES - SANCTIONS & CONTENTIEUX**

### **ARTICLE 43 : CAUTIONNEMENT**

Le Fermier est dispensé de verser un cautionnement, compte tenu du fait qu'il exploite de nombreux services dans le département des Alpes de Hautes Provence.

### **ARTICLE 44 : SANCTIONS PECUNIAIRES - LES PENALITES**

Dans les cas prévus ci-après, faute par le Fermier de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités seront prononcées au profit de la Collectivité par son représentant.

Les pénalités seront calculées comme suit :

1°/ Obstruction générale du réseau 500 R, R étant la rémunération au m<sup>3</sup> définie à l'article 32, par jour au-delà de vingt-quatre heures ;

2°/ Obstruction d'une canalisation 200 R par point de débordement et par jour au-delà de vingt-quatre heures après constatation ;

3°/ Fonctionnement défectueux de l'installation d'épuration ou défaut de tenue du journal d'exploitation 200 R;

4°/ Arrêt général du fonctionnement de la station d'épuration 500 R par jour au-delà de quarante-huit heures d'interruption ;

5°/ Détournement non autorisé de tout ou partie des effluents en amont des ouvrages entraînant le traitement et/ou le relèvement d'un volume ou d'une charge inférieure aux maximums admissibles en dehors de cas de force majeure ou sans avoir obtenu l'autorisation préalable de la Collectivité 200 R par jour ;

6°/ Défaut d'obtention de la qualité exigée de l'effluent épuré, les caractéristiques des eaux reçues à la station d'épuration restant dans la limite du domaine de traitement défini à l'article 63 ci-après 400 R par jour au-delà de quarante-huit heures ;

7°/ En cas de non-production des documents prévus au chapitre XV des dispositions financières et comptables dans les conditions définies à l'article 37 susvisé, et après mise en demeure de la Collectivité restée sans réponse pendant quinze jours, une pénalité égale à un pour cent (1 p. 100) du montant de ses recettes de l'année précédente.



#### **ARTICLE 45 : SANCTION COERCITIVE - LA MISE EN REGIE PROVISOIRE**

En cas de faute grave du Fermier, notamment si l'hygiène ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou si le service n'est exécuté que partiellement, la Collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du fermier.

Cette mise en régie provisoire sera précédée d'une mise en demeure, sauf circonstances exceptionnelles.

#### **ARTICLE 46 : SANCTION RESOLUTOIRE - LA DECHEANCE**

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le Fermier n'a pas mis les ouvrages en service dans les conditions fixées par le cahier des charges, ou en cas d'interruption totale et prolongée du service, la Collectivité pourra prononcer elle-même la déchéance du Fermier.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

Les suites de la déchéance seront mises au compte du Fermier.

#### **ARTICLE 47 : ELECTION DE DOMICILE**

Le Fermier fait élection de domicile à :

**COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

Camin René PIETRUSCHI

06109 - NICE CEDEX 02

#### **ARTICLE 48 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Les contestations qui s'élèveront entre le Fermier et la Collectivité au sujet du présent contrat seront soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve située la Collectivité affermante.

Préalablement à cette instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le Préfet, qui s'efforcera de concilier les parties.



## **CHAPITRE X : FIN DE L'AFFERMAGE**

### **ARTICLE 49 : CESSION DE L'AFFERMAGE**

Toute cession partielle ou totale de l'affermage, tout changement de Fermier ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation résultant d'une délibération de l'assemblée compétente.

Faute de cette autorisation, les conventions de substitution seront entachées d'une nullité absolue.

### **ARTICLE 50 : CONTINUITE DU SERVICE EN FIN D'AFFERMAGE**

La Collectivité aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Fermier, de prendre pendant les six derniers mois de l'affermage toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Fermier.

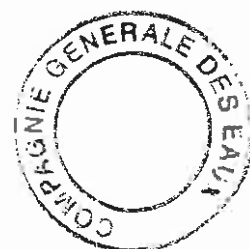
D'une manière générale, la Collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'affermage au régime nouveau d'exploitation.

A la fin de l'affermage, la Collectivité sera subrogée aux droits du Fermier.

### **ARTICLE 51 : REMISE DES INSTALLATIONS**

A l'expiration de l'affermage, le Fermier sera tenu de remettre gratuitement à la Collectivité, en état d'entretien conforme aux règles de l'art, tous les ouvrages et équipements qui font partie intégrante de l'affermage.

Les installations financées par le Fermier, conformément aux dispositions de l'article 19, et faisant partie intégrante de l'affermage, seront remises à la Collectivité moyennant, si ces biens ne sont pas amortis, une indemnité calculée comme prévu en application dudit article. Cette indemnité sera payée dans le délai de 3 mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon le taux légal en vigueur.



## **ARTICLE 52 : REPRISE DES BIENS**

La Collectivité pourra reprendre, contre indemnités les biens nécessaires à l'exploitation financés en tout ou partie par le fermier et ne faisant pas partie intégrante de l'affermage.

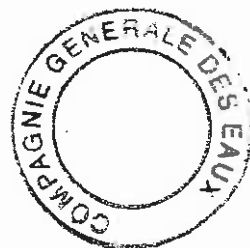
Elle aura la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements correspondants à la marche normale de l'exploitation. La valeur de reprise de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert et payée au Fermier dans les trois mois qui suivent leur reprise par la Collectivité.

Ces indemnités de reprise seront en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon le taux légal en vigueur.

## **ARTICLE 53 : PERSONNEL DU FERMIER**

En cas de résiliation ou à l'expiration du contrat, la Collectivité et le Fermier conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.





## **DEUXIEME PARTIE – DISPOSITIONS**

### **TECHNIQUES**

#### **ARTICLE 54 : INVENTAIRE DES BIENS IMMOBILIERS CONFIES AU FERMIER**

1. Sont confiés au Fermier en vue de leur exploitation conformément au présent cahier des charges tous les biens immobiliers du service compris dans le périmètre de l'affermage.

2. Dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent affermage précisée à l'article 3, un inventaire des biens confiés au Fermier sera établi par la Collectivité et annexé au présent contrat. Cet inventaire précisera notamment l'âge des ouvrages, leur état technique, leurs principes de fonctionnement, et indiquera les ouvrages nécessitant une mise en conformité ou un complément d'équipement. En cas de défaut de la Collectivité, dans le délai prescrit, le Fermier en assurera la rédaction, la Collectivité s'engageant à déployer ses meilleurs efforts pour lui en fournir les éléments.

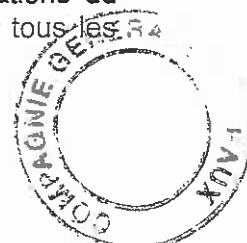
Il comporte une copie des autorisations de déversement des divers ouvrages de l'affermage. Si ces autorisations n'existent pas, la Collectivité fera les démarches nécessaires pour les obtenir.

Dans un délai de un an à compter de la remise de cet inventaire, le Fermier proposera à la collectivité, compte tenu des constatations qu'il aura pu faire sur l'état réel de fonctionnement et les caractéristiques des installations, tout complément ou correction à cet inventaire. Il remettra, si nécessaire, à la collectivité un programme de travaux de mise en conformité et de complément d'équipement, afin que les installations permettent de produire une eau conforme à la réglementation en vigueur. La Collectivité assurera le financement et l'exécution de ces travaux selon les dispositions prévues au chapitre V. L'inventaire sera complété et mis à jour notamment à travers les données figurant dans le compte rendu annuel technique

#### **ARTICLE 55 : REMISE DES INSTALLATIONS EN DEBUT DE CONTRAT**

##### **a) Réseau déjà établi**

La Collectivité remettra au Fermier l'ensemble des installations constituant le service. Le Fermier les prendra en charge dans l'état où elles se trouvent. Faute d'avoir exprimé ses réserves sur l'état des ouvrages et signalé à la Collectivité les travaux de mise en conformité ou de complément d'équipement nécessaires, le Fermier ne pourra invoquer à aucun moment les dispositions des installations pour se soustraire aux obligations du présent cahier des charges. La collectivité communiquera également au Fermier tous les



plans en sa possession intéressant ces installations. S'ils sont incomplets ou inexistants, leur mise à jour sera effectuée par le Fermier dans un délai de un an après la remise des installations aux frais de la Collectivité.

b) Réseau en construction

Tous les travaux de premier établissement seront exécutés par la Collectivité à ses frais et avec l'entrepreneur de son choix, selon les principes définis à l'article 25.

Le Fermier disposera d'un droit de contrôle sur l'exécution des travaux conformément aux dispositions de l'article 27.

Les installations ainsi établies seront remises par la Collectivité au Fermier et feront partie intégrante de l'affermage.

Dans un délai maximum de 2 mois après remise, le Fermier devra assurer régulièrement l'exploitation du service.

**ARTICLE 56 : REMISE EN COURS DE CONTRAT DES INSTALLATIONS NEUVES**

a) Remise totale

La remise des installations programmées et réalisées postérieurement à la signature du contrat s'opérera dans les conditions prévues à l'article 55, paragraphe b ci-dessus.

b) Remise partielle

Si les travaux permettent ne mise en service par étapes, la Collectivité pourra, après réception partielle, les remettre au Fermier dans les mêmes conditions que pour la remise totale.

L'inventaire prévu à l'article 54 ci-dessus sera complété par les parties à l'occasion de chaque remise d'installations neuves.

**ARTICLE 57 : CONDITIONS PARTICULIERES**

Un autre service public pourra être autorisé à établir et utiliser des ouvrages à l'intérieur du périmètre de l'affermage pour transporter des eaux usées ou pluviales provenant d'un réseau d'assainissement situé en totalité hors de ce périmètre.

La même disposition peut être appliquée à des canalisations établies par des industriels, établissements hospitaliers et similaires jusqu'au point où les eaux seraient susceptibles de faire l'objet d'un déversement ou d'être admises dans le réseau public.

Sauf autorisation accordée par la Collectivité et le Fermier, les ouvrages ainsi établis ne devront recevoir aucun raccordement public ou privé à l'intérieur du périmètre affermé.

Les charges résultant du service ainsi rendu peuvent donner lieu à rémunération au profit de la Collectivité et au profit du Fermier.



## **CHAPITRE XII : EXPLOITATION**

### **ARTICLE 58 : NATURE DES EAUX DEVERSEES**

Outre les eaux usées domestiques et les eaux pluviales, le réseau d'assainissement peut recevoir des eaux d'origines différentes, dans les conditions définies par la réglementation ou précisées au règlement du service et, s'il y a lieu, dans les conventions de déversement spéciales.

Le déversement des eaux susceptibles d'être souillées par hydrocarbures, huiles de vidange, graisses provenant de garages industriels ou particuliers, d'établissements recevant des hydrocarbures ne sera pas admis.

Le Fermier est tenu de contrôler les branchements et les déversements. Il est tenu d'aviser la Collectivité de provoquer les mesures coercitives prévues par la réglementation ou par les conventions de déversement spéciales, à l'encontre des usagers qui déversaient un effluent non conforme aux règles rappelées au présent article. Il doit prendre toutes mesures techniques de sauvegarde qu'il estime nécessaires pour éviter, dans la mesure du possible, les conséquences nuisibles de ces déversements. Il se trouve dégagé de toute responsabilité si les mesures coercitives réglementaires dont il a demandé l'application à la collectivité ne sont pas suivies d'effet.

### **ARTICLE 59 : TRAVAUX A REALISER EN CAS D'INSUFFISANCE DES INSTALLATIONS**

Si les installations de collecte et d'évacuation ou d'épuration deviennent insuffisantes, en raison du volume et de la composition des eaux usées, ou inadaptées notamment en raison d'instructions officielles nouvelles, le Fermier devra en avertir dans les meilleurs délais la Collectivité par un rapport donnant tous les éléments permettant d'apprécier la situation mettant en évidence l'origine de l'insuffisance des ouvrages et évoquant les moyens d'y porter remède.

Si des travaux se révélaient nécessaires, ils seraient exécutés dans les conditions fixées à l'article 25.

La remise de ce rapport dégage le Fermier des conséquences de ces insuffisances qui pourraient intervenir ultérieurement.

### **ARTICLE 60 : ENTRETIEN DES CANALISATIONS**

Le Fermier assure la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien de l'ensemble des ouvrages et canalisations constituant le réseau d'assainissement. Chaque année il fournit un rapport concernant le métrage de canalisations visitées et leurs lieux d'implantation sur la commune.

Outre la désobstruction immédiate des canalisations, il en assure un curage régulier.

Le Fermier fait son affaire de l'évacuation des déchets, en assure la manutention et le transport. A ce jour, les sous produits de vidange sont évacués vers le Centre d'Enfouissement Technique de Septème les Vallons.

#### **ARTICLE 61 : DEVERSOIRS D'ORAGE, AVALOIRS, REGARDS DE VISITE ET AUTRES OUVRAGES ANNEXES**

Les déversoirs d'orage, avaloirs, regards de visite et autres ouvrages annexes, dont l'installation se révèle nécessaire après achèvement des travaux de 1<sup>er</sup> établissement, sont installés par la Collectivité à ses frais, sauf le cas où ces dépenses incombent à une autre autorité, notamment en ce qui concerne les obligations de voirie.

Il en est de même pour les déplacements ou suppressions de ces ouvrages. L'entretien, les réparations et le curage périodique des avaloirs et regards sont assurés par le Fermier et à ses frais.

Dans le cas où des réservoirs de chasse existants ne peuvent pas être mis hors service sans nuire au bon fonctionnement du réseau, l'entretien de ces réservoirs et la consommation de l'eau sont à la charge du Fermier.

#### **ARTICLE 62 : STATIONS DE RELEVEMENT**

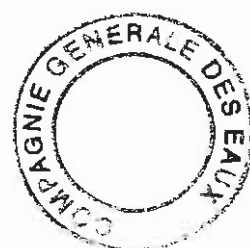
SANS OBJET

#### **ARTICLE 63 : STATION D'EPURATION**

Le Fermier assure la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien des dispositifs de traitement des eaux usées et de production de boues de l'usine d'épuration, ainsi que le renouvellement du matériel mentionné au 1) de l'article 24 ci-dessus.

Les installations et leurs abords devront en permanence avoir un aspect propre et être bien entretenus.

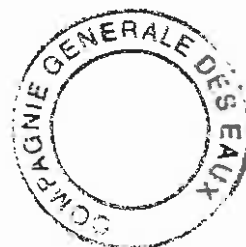
L'usine a été dimensionnée selon les critères de l'époque de sa construction pour assurer l'épuration des eaux usées présentant les caractéristiques suivantes :



Volume journalier par temps sec.	397,65 m <sup>3</sup> par jour
Volume maximum journalier par temps de pluie.	628 m <sup>3</sup> par jour
Débit horaire de pointe par temps sec.	23,54 m <sup>3</sup> par heure
Débit horaire de pointe par temps de pluie.	26,16 m <sup>3</sup> par heure
D.B.O.5 - Flux journalier sur vingt-quatre heures.	112,63 kg par jour
- Flux horaire maximal.	7,53 kg par heure
- Concentration maximale.	288 mg par litre
D.C.O. - Flux journalier sur vingt-quatre heures.	274,66 kg par jour
- Flux horaire maximal.	27,42 kg par heure
- Concentration maximale.	1 048 mg par litre
M.E.S. - Flux journalier sur vingt-quatre heures	155,12 kg par jour
- Flux horaire maximal	20,35 kg par heure
- Concentration maximale	778 mg par litre
N.T.K. - Flux journalier sur vingt-quatre heures	36,30 kg par jour
- Flux horaire maximal	1,51 kg par heure
- Concentration maximale	57,80 mg par litre
P. Total. - Flux journalier sur vingt-quatre heures	2,23 kg par jour
- Flux horaire maximal	0,09 kg par heure
- Concentration maximale	3,55 mg par litre

Il est précisé par ailleurs que le débit maximum par poste de relèvement en tête de station est de 95 m<sup>3</sup> / heure

Dans la limite des possibilités réelles de l'installation ainsi définie, et sous réserve des aménagements reconnus nécessaires (art. 54), le Fermier doit assurer l'épuration de la totalité des eaux usées qui y sont admises. Il est responsable de la qualité de l'effluent rejeté dans le milieu naturel, qui doit satisfaire aux normes de rejet suivantes :



Paramètres	Concentrations	Et/ou	Rendements
D.B.O.5 : En moyenne sur 24 heures	30 mg/l		%
D.C.O. : En moyenne sur 24 heures	90 mg/l		%
M.E.S. : En moyenne sur 24 heures	30 mg/l		%
N.G.L. : En moyenne annuelle	40 mg/l		%
P. Total : En moyenne annuelle	mg/l		80 %

conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral pris en date du 5 mars 1992.

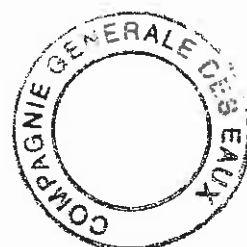
En dehors de la limite des possibilités de l'installation, le Fermier doit assurer au mieux le traitement des effluents qui y arrivent.

Le Fermier met en place un programme d'autosurveillance conformément aux dispositions réglementaires en vigueur à la date de signature du présent contrat. Il doit assurer le suivi des principaux rejets et des flux de sous-produits générés par l'usine d'épuration. La nature et la fréquence minimales des mesures qu'il doit réaliser sont définies en annexe du présent contrat.

Le Fermier doit rédiger un manuel décrivant la manière dont il organise l'autosurveillance de l'usine d'épuration et comportant l'ensemble des informations exigées par la réglementation.

En outre, le Fermier tient un registre d'exploitation de l'usine d'épuration d'un modèle agréé par la Collectivité. Dans ce registre, conservé sur place, sont consignés, au moins 3 fois par an.

1. Les résultats des analyses ou tests effectués sur place portant sur la qualité de l'effluent traité par les paramètres de traitement.
2. Les relevés des différents appareils indicateurs et enregistreurs (consommation énergétique, volumes traités, temps de fonctionnement des divers organes, ...).
3. Les modifications importantes du réglage de l'installation, les arrêts ou anomalies de fonctionnement, les quantités de boues, déchets ou sous-produits évacués, et plus généralement tout éléments nécessaire à la justification de la bonne marche de l'installation.



Le manuel et le registre d'exploitation, régulièrement mis à jour, sont tenus en permanence à la disposition de la Collectivité, du service chargé de la police des eaux et de l'Agence de l'Eau.

Le Fermier communique à la Collectivité les résultats de l'autosurveillance ainsi qu'une synthèse annuelle, dans les conditions fixées par la réglementation.

Le Fermier doit, en cas d'insuffisance de la capacité d'épuration de l'usine, telle qu'elle a été définie ci-dessus, faire toutes propositions à la Collectivité pour adapter les installations aux nouveaux besoins, dans les conditions prévues à l'article 59.

A ce jour, les produits de dégrillage, les sables et les huiles et graisses seront évacués vers le centre d'enfouissement technique de Septème.

## **DEVENIR DES BOUES**

Le Fermier doit assurer, le recyclage en agriculture de la totalité des boues produites par l'usine, conformément aux dispositions de l'autorisation administrative d'épandage des boues délivrées sous réserve de l'obtention de l'autorisation administrative d'épandage des boues.

En tant que producteur de boues, le Fermier doit, à ses frais et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur :

1. Réaliser l'étude préalable
2. Assurer la surveillance de la qualité des boues, des sols et des épandages. La nature et la fréquence minimale des mesures qui doit réaliser sont définies en annexe du présent contrat.
3. Tenir à jour un registre d'épandage et rédiger une synthèse annuelle de ce registre,
4. Etablir les programmes prévisionnels d'épandages et les bilans agronomiques (optionnel, si usine > 120 kg DB05/j),

La transmission réglementaire à la Collectivité et aux services de contrôles de l'ensemble des documents relatifs au recyclage agricole des boues est à la charge du fermier.

Dans le cadre du recyclage en agriculture des boues, le Fermier prend en charge les frais afférents aux opérations de chargement, transport, stockage, reprise et épandage des boues.

Il a la faculté de vendre les boues.

Le Fermier doit en tout état de cause respecter la réglementation en vigueur dans la mesure où la filière dont la Collectivité l'a chargé le lui permet.

Dans les conditions prévues à l'article 59, le Fermier doit :

- en cas d'insuffisance des installations de production de boues, faire toutes propositions à la Collectivité pour adapter les installations aux nouveaux besoins ,



- avertir la Collectivité, si le recyclage agricole des boues n'était plus possible notamment en raison de modifications dans la composition des boues, ou au regard de nouvelles instructions qui interviendraient postérieurement à la date de signature du présent contrat.

La Collectivité et le Fermier définiront alors d'un commun accord la solution alternative à adopter et les modalités d'application correspondantes. A cet effet, et conformément aux dispositions de l'article 38, une révision du contrat pourra être recherchée par les parties, portant en particulier adaptation du prix et/ou de toutes les dispositions qui le mériteraient.

#### **ARTICLE 64 : RECEPTION ET TRAITEMENT DES PRODUITS DE VIDANGE**

L'évacuation des matières de vidange en un point quelconque du réseau est interdite.

#### **ARTICLE 65 : CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE**

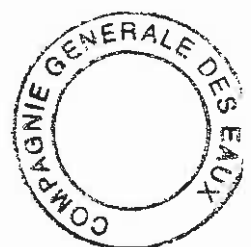
Le service d'assainissement collectif fonctionne en permanence, sauf interruption en cas de force majeure, ou dépassement de capacité hydraulique (déversoirs) ou épuratoire des ouvrages, ou dans les cas spécifiques ci-après :

a) Arrêts spéciaux pour les renforcements, améliorations, extensions et installations de certains ouvrages dans les conditions à déterminer dans chaque cas particulier, sous réserve de l'autorisation de la collectivité.

Ces interruptions sont portées à la connaissance des usagers concernés au moins deux jours à l'avance.

b) Arrêts d'urgence pour les réparations sur réseau ou usine, ou en cas d'accidents exigeant une intervention immédiate. Le Fermier est tenu dans ce cas d'assurer au mieux le fonctionnement du service, de prendre les mesures nécessaires, relevant de l'exploitation, et d'en aviser la Collectivité intéressée dans le plus bref délai.

c) Arrêts de sécurité en cas d'incidents ou accidents présentant un danger pour la santé, la salubrité publique, la sécurité civile ou la qualité des eaux, par suite en particulier de dépassement de capacité hydraulique (déversoirs) ou d'épuration des ouvrages.





## CHAPITRE XIII : TRAVAUX

### ARTICLE 66 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES

Les ouvrages seront réputés avoir été établis dans les conditions leur permettant de supporter sans dommages toutes les conséquences de l'affectation normale des voies publiques et s'il y a lieu de l'usage des propriétés privées tel qu'il est défini par les conventions de servitude.

### ARTICLE 67 : REPARTITION DES CATEGORIES DE TRAVAUX

Les travaux d'entretien et réparations d'une part, de renouvellement d'autre part, seront répartis ainsi qu'il suit :

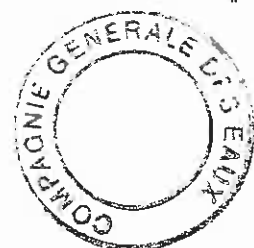
<u>NATURE DES TRAVAUX</u>	<u>EXECUTES PAR</u>	<u>AUX FRAIS DE</u>
<b>BRANCHEMENTS</b>		
<i>Désobstruction sauf faute de l'abonné</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Entretien et réparations</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Prospection pour branchements nouveaux</i>	<i>Fermier et Collectivité</i>	<i>Fermier et Collectivité</i>
<i>Renouvellement de branchements en cas d'opérations de voirie</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Contrôle ponctuel des branchements</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Contrôle systématique des branchements à l'occasion d'études diagnostic</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<b>CANALISATIONS ET REGARDS DE VISITE</b>		
<i>Dératisation</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Renouvellement de regards de visite</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Réparations ponctuelles de fuites dans les regards</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>



<i>Renouvellement et remplacement isolés de tampons</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Désobstruction</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Entretien, réparations et renouvellement des canalisations jusqu'à 6 ml</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Recherche ponctuelle des fuites ou arrivée d'eaux parasites, inspection par caméra</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Recherche systématique des fuites ou arrivée d'eaux parasites à l'occasion d'études diagnostic, inspection systématique par caméra ou préalable à des travaux de voirie</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Déplacement, modification géométrique</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Renouvellement ou chemisage complet au-delà de 6 ml</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Mise à niveau des tampons (à l'occasion de travaux de voirie)</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Mise à niveau ponctuelle de tampons</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<b>MATERIEL D'EPURATION</b>		
<b><u>MATERIELS TOURNANTS ET HYDRAULIQUES</u></b>		
- <i>entretien réparations, peintures</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
- <i>renouvellement</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Installations électriques y compris télégestion</i>		
- <i>entretien, réparations et renouvellement à l'identique</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
- <i>mise en conformité avec réglementation existante ou à venir</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<b>GENIE CIVIL ET BATIMENTS</b>		



<b><u>OUVRAGES EN BETON OU EN MAÇONNERIE</u></b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- réparations de fissures</li> <li>- réparation d'éclats de bétons ou d'enduits</li> <li>- peinture sauf nécessité d'échafaudage</li> <li>- étanchéité</li> <li>- renouvellement</li> </ul>	<i>Fermier</i> <i>Fermier</i> <i>Fermier</i> <i>Collectivité</i> <i>Collectivité</i>	<i>Fermier</i> <i>Fermier</i> <i>Fermier</i> <i>Collectivité</i> <i>Collectivité</i>
<b><u>OUVRAGES METALLIQUES, SERRURERIE, MENUISERIE</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- entretien, peintures et protection anti-corrosion</li> <li>- renouvellement et entretien des fermetures</li> <li>- renouvellement</li> </ul>	<i>Fermier</i> <i>Fermier</i> <i>Fermier</i>	<i>Fermier</i> <i>Fermier</i> <i>Fermier</i>
<b>TOITURES, COUVERTURES, ZINGUERIE</b>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<b>AMENAGEMENTS EXTERIEURS</b>  <b><u>CLOTURES ET PORTAILS</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réparations et peintures</li> <li>- renouvellement</li> </ul>	<i>Fermier</i> <i>Collectivité</i>	<i>Fermier</i> <i>Collectivité</i>
<b>ESPACES VERTS</b>  <i>Plantations</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Entretien des arbres, arbustes et gazon</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>



<b>VOIES DE CIRCULATION DU SERVICE</b>		
<i>Entretien et réparation partielle</i>	<i>Fermier</i>	<i>Fermier</i>
<i>Réfection générale</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>
<i>Modification d'emprise</i>	<i>Collectivité</i>	<i>Collectivité</i>

### **ARTICLE 68 : REGIME DES CANALISATIONS PUBLIQUES**

Le Fermier devra se conformer à la réglementation applicable aux canalisations placées sous la voie publique et le cas échéant aux conditions de servitude existantes.

Le déplacement des canalisations sera opéré, chaque fois que nécessaire, sous la responsabilité de la Collectivité. Les travaux correspondants seront librement attribués par la Collectivité dans les conditions définies aux articles 24 et 25 susvisés.

Le relèvement ou l'abaissement des regards nécessités par la modification des profils en long ou en travers des chaussées ou des trottoirs sera effectué par le fermier aux frais de la Collectivité. Le montant de ces travaux sera réglé aux conditions décrites à l'article 77 selon le bordereau défini à l'article 75.

### **ARTICLE 69 : TRAVAUX SUR LES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF**

Les ouvrages à usage municipal comprennent notamment les chasses d'égout.

Les ouvrages à usage collectif comprennent notamment les vespasiennes, les W.C. publics et lavoirs.

Les branchements à l'égout de ces ouvrages sont établis, déplacés et supprimés par le Fermier, à la demande de la Collectivité. Ces travaux sont mis à la charge de la Collectivité et leur montant est estimé d'après le bordereau des prix annexé au présent cahier des charges.

Les réparations éventuelles devront être effectuées dans les délais convenus au cas par cas, à compter du jour où un défaut aura été signalé par écrit au Fermier, ou par tout autre moyen suivi d'une confirmation écrite.



**ARTICLE 70 : PARTICIPATION DU FERMIER AUX COMMISSIONS  
D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX**

Dans les cas où le Fermier ne participe pas aux appels à la concurrence, et pour les choix techniques préalables à l'attribution des travaux, la Collectivité pourra demander au Fermier de participer à titre consultatif aux réunions des commissions d'attribution des travaux.



## **TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 71 : CONTROLE DES TRAVAUX CONFIES AU FERMIER**

Pour les travaux confiés exclusivement au Fermier par le présent contrat, le Fermier tiendra à la disposition de la Collectivité les constatations de travaux en quantité et en valeur.

Les travaux confiés au Fermier en application du contrat seront effectués conformément aux prescriptions techniques applicables aux marchés publics.

### **ARTICLE 72 : FACTURATION DES SOMMES DUES PAR LES USAGERS ET LA COLLECTIVITE**

#### **a) Au titre des eaux usées :**

Le Fermier assure la facturation et l'encaissement de la redevance d'assainissement auprès des usagers.

Ces opérations sont exécutées en même temps que celles relatives à l'eau potable.

Le Fermier est également chargé de la facturation et du recouvrement des majorations dues pour non-paiement des redevances. En outre, la Collectivité mandate le Fermier pour assurer au nom et pour le compte de celle-ci, la facturation et le recouvrement des sommes applicables aux immeubles raccordables mais non raccordés conformément aux dispositions des articles L 1331-1 et L 1331-8 du code de la santé publique.

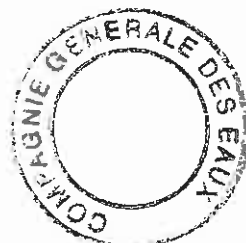
Le Fermier reverse à la Collectivité, dans les conditions prévues à l'article 31 du présent cahier des charges, le produit de la part collectivité et de son éventuelle majoration ainsi que les sommes perçues auprès des propriétaires des immeubles raccordables mais non raccordés telles que prévues à l'alinéa précédent.

#### **b) Au titre des eaux pluviales :**

La rémunération au titre des eaux pluviales sera facturée à la Collectivité à terme échu chaque semestre, le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet. Elle devra être payée par la Collectivité dans le délai maximal de 45 jours à partir de la présentation du mémoire correspondant.

Toute somme non versée à ces dates portera intérêt au taux légal en vigueur.

### **ARTICLE 73 : PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES USAGERS ET LA COLLECTIVITE**



a) Redevance d'assainissement

Le paiement des factures relatives aux redevances d'assainissement est effectué :

- dans le délai de quinze jours de leur réception s'il s'agit de déversements ordinaires ;
- dans les conditions fixées par la convention pour les déversements spéciaux.

Les modalités de ces paiements sont précisées s'il y a lieu au règlement du service.

Dans tous les cas, à défaut de paiement dans un délai de trois mois à compter de la présentation de la facture et dans le délai de quinze jours d'une lettre de rappel valant mise en demeure les sommes dues sont majorées dans les conditions réglementaires. Les pénalités de retard sont à la charge de l'usager.

b) Branchements

Le devis établi dans les conditions de l'article 74 et accepté par l'usager fait l'objet d'un règlement après l'exécution des travaux, qui doivent être terminés dans le délai de deux mois.

Toutefois, si l'usager propriétaire de l'immeuble à desservir le demande et s'il s'engage à régler la redevance d'assainissement au moins jusqu'à libération de sa dette, le fermier est tenu d'accepter que le prix d'établissement du branchement soit payé en trois échéances mensuelles sans intérêt. La première est versée avant la mise en service du branchement.

c) Travaux et prestations

Les usagers disposent de quinze jours pour régler les sommes afférentes aux travaux et prestations effectués pour eux par le Fermier.

Toutefois, en ce qui concerne les travaux neufs, les usagers peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances mensuelles sans intérêt. La première sera réglée comme indiqué ci-dessus.

d) Sommes dues par la Collectivité

Par dérogation au a) ci-dessus, la Collectivité dispose d'un délai de 45 jours pour régler les sommes dues par elles au titre de la redevance d'assainissement. Passé ce délai, le Fermier sera en droit de demander des intérêts calculés au taux légal en vigueur.

**ARTICLE 74 : FRAIS D'ETABLISSEMENT ET D'ENTRETIEN DES BRANCHEMENTS**

Les travaux d'établissement, de déplacement et de modification des branchements visés aux articles 22 et 23 sont :

- Soit payés au Fermier sur la base du bordereau visé à l'article 75 ;
- Soit payés, en cas de groupement, dans les conditions prévues pour les travaux exécutés en application de l'article 25.



L'entretien de la partie sous voie publique des branchements est assuré par le Fermier à ses frais.

#### **ARTICLE 75 : TRAVAUX SUR BORDEREAUX**

Les travaux neufs, au financement desquels il ne participe pas, et qui sont attribués au Fermier à titre exclusif ou sans qu'il y ait eu appel à la concurrence sont estimés d'après les bordereaux de prix joints au présent contrat.

Sont attribués à titre exclusif et estimés d'après le bordereau "branchements" les travaux neufs de branchements (sauf exception prévue par l'article 22 ci-dessus) et d'après le bordereau "canalisations et ouvrages annexes" les travaux sur les ouvrages municipaux ou collectifs, les extensions en régime particulier.

#### **ARTICLE 76 : ENTRETIEN DES OUVRAGES A USAGE MUNICIPAL ET COLLECTIF**

Les ouvrages à usage municipal et collectif sont entretenus par le Fermier, aux frais de la Collectivité et à sa demande. Ces prestations font l'objet d'un devis préalable accepté par la Collectivité.

#### **ARTICLE 77 : DELAIS DE REGLEMENT DES FRAIS DE TRAVAUX ET D'ENTRETIEN DUS PAR LA COLLECTIVITE**

##### **1. Travaux et prestations exclusivement confiés au Fermier :**

Les sommes dues par la Collectivité en raison des travaux et de prestations d'entretien exécutés pour son compte par le Fermier devront être réglées dans les délais et conditions indiqués à l'article 73 d) ci-dessus.

##### **2. Travaux attribués par marchés négociés ou après mise en concurrence :**

Les sommes dues par la Collectivité à l'occasion des travaux exécutés pour son compte et attribués au Fermier par application du Code des Marchés Publics seront réglées conformément à la réglementation en vigueur.





## **CHAPITRE XV : PRODUCTION DES COMPTES**

### **ARTICLE 78 : COMPTES RENDUS ANNUELS**

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du présent contrat, le Fermier produira chaque année un compte rendu technique et un compte rendu financier, dans le délai précisé à l'article 37.

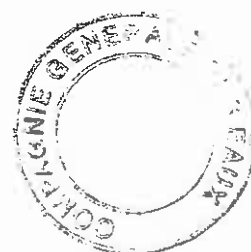
Le Fermier devra, à l'aide de ces documents, mettre en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de l'affermage sont remplies.

La non-production du compte rendu constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée, dans les conditions définies à l'article 44 du traité d'affermage par une pénalité fixée à 1. pour 100 du montant des recettes du Fermier pour l'année précédente.

### **ARTICLE 79 : COMPTE RENDU TECHNIQUE**

Au titre du compte rendu technique, le Fermier fournira au moins les indications suivantes :

- longueur et diamètre des canalisations ;
- nombre de branchements ;
- nombre de déversoirs d'orage, avaloirs, regards de visite, réservoirs de chasse ;
- volume maximal journalier traité par la station d'épuration ;
- évolution générale des ouvrages ;
- travaux de renouvellement et de réparations effectués ;
- principales opérations d'entretien et de surveillance, notamment les opérations de curage des canalisations ;
- récapitulation des résultats obtenus par la station d'épuration ;
- récapitulation des quantités de boues extraites et leur destination ;
- nombre de jours (heures) d'arrêt des différentes installations.



## **ARTICLE 80 : TENUE A JOUR DU PLAN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT**

Dans le cadre de ce compte rendu, le Fermier tient constamment à jour un plan dont l'échelle est adaptée aux mieux à l'étendue du réseau d'assainissement. Ce plan est complété par tous renseignements sur les dimensions et l'emplacement des canalisations,

chasses, regards de visite, avaloirs et branchements et, en outre, par l'indication des croisements avec toutes canalisations d'autre nature. Des coupes détaillées y signalent les

dispositions spéciales adoptées aux points particuliers du réseau. Un plan sera remis à la Collectivité et au service de contrôle, à chaque modification du réseau et à la fin du contrat.

## **ARTICLE 81 : COMPTE RENDU FINANCIER**

1. A l'appui du compte rendu technique, visé à l'article 79, le compte rendu financier devra, en outre, selon les modalités arrêtées entre les parties préciser :

a) le détail des dépenses ;

b) en recettes, le détail des recettes de l'exploitation faisant apparaître les produits de l'exécution des travaux et des prestations.

2. Le Fermier produira un état annexe détaillant, avec indication de leur assiette, les recettes perçues pour le compte de la Collectivité et les recettes perçues pour le compte de tiers.

## **ARTICLE 82 : COMPTES DE L'EXPLOITATION**

Préalablement à la révision de la rémunération du Fermier et de son indexation prévue à l'article 38 susvisé, le Fermier produira les comptes rendus de l'exploitation du service affermé afférents à chacun des exercices précédant la révision.

Ces comptes comporteront :

- au crédit, les produits du service revenant au Fermier ;

- au débit, les dépenses propres à l'exploitation, évaluées si nécessaire de façon extra comptable en raison des ventilations nécessaires.

Les dépenses d'exploitation visées ci-dessus seront exclusivement celles qui se rapportent à l'affermage. Si le Fermier exerce d'autres activités que l'exploitation du service d'assainissement, il y aura lieu de ventiler les dépenses afférentes à ces diverses activités, en tenant compte notamment des chiffres d'affaires respectifs.

## **ARTICLE 83 : CONTROLE EXERCE PAR LA COLLECTIVITE**

La Collectivité aura droit de contrôler les renseignements donnés tant dans le compte rendu annuel que dans le compte de l'exploitation visé ci-dessus. A cet effet, ses



agents accrédités pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Ils pourront procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que l'installation est exploitée dans les conditions du présent cahier des charges, et prendre connaissance localement de tous documents, techniques et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

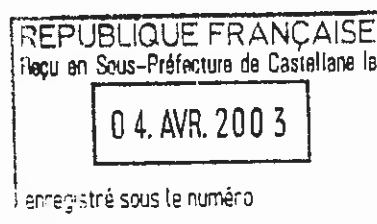


## CHAPITRE XVI : CLAUSES DIVERSES

### ARTICLE 84 : DOCUMENTS ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES

Sont annexés au présent cahier des charges :

- le bordereaux des prix pour travaux neufs et travaux d'entretien
- le compte d'exploitation prévisionnel
- le règlement du service.



Pour la Commune de  
**SAINT ANDRE LES ALPES**

Le Maire

**Jacques BOETTI**



Pour la **COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

Le Directeur Régional

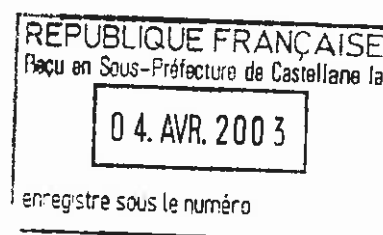
**Philippe YVON**

# Département des Alpes de Haute-Provence

## COMMUNE de SAINT-ANDRE-LES-ALPES

### AFFERMAGE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

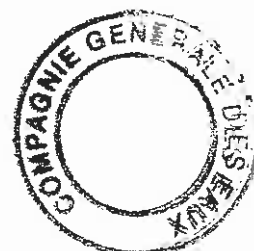
### BORDEREAU DE PRIX DES TRAVAUX (valeur au 01/04/03)



#### TABLE DES MATIERES

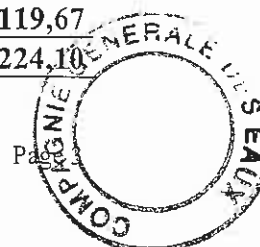
ED

1. BRANCHEMENTS	2
1.1 Découpage de chaussée revêtue	2
1.2 Tranchée à la pelle mécanique en terrain ordinaire,	2
1.3 Plus values	2
1.4 Remblais et évacuation	2
1.5 Démolitions	3
1.6 Réfection	3
1.7 Trottoirs	3
1.8 Travaux divers	3
2. RESEAU	5
2.1 Terrassements et maçonnerie	5
2.2 Canalisations en tranchée ouverte	7
2.3 Divers	8
2.4 Règlement en régie	10
3. MODALITES D'APPLICATION	11
3.1 Travaux spéciaux	11
3.2 Rabais et majorations	11
4. ASSAINISSEMENT AUTONOME	12
4.1 Contrôle des installations neuves d'assainissement autonome	12



N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
<b>1.</b>	<b>BRANCHEMENTS</b>		
<b>1.1</b>	<b>Découpage de chaussée revêtue</b>	ml	3,81
<b>1.2</b>	<b>Tranchée à la pelle mécanique en terrain ordinaire,</b> y compris dressement des faces, jets sur berges, nivellement du fond, travail avec embarras d'étais.		
1.2.1	jusqu'à 1.30 m de profondeur	m3	21,34
1.2.2	de 1.30 m à 2.50 m	m3	22,41
1.2.3	de 2.50 m à 3.00 m	m3	26,83
<b>1.3</b>	<b>Plus values</b>		
1.3.1	Plus value au prix 1.2 pour terrassement à la main en terrain ordinaire, y compris dressement des faces, jets sur berges, nivellement du fond, travail avec embarras d'étais		
1.3.1.1	jusqu'à 1.30 m de profondeur	m3	89,49
1.3.1.2	de 1.30 m à 2.50 m	m3	99,09
1.3.1.3	de 2.50 m à 3.00 m	m3	107,48
1.3.2	Plus value au prix 1.2 pour travail en terrain rocheux nécessitant l'emploi du compresseur ou du BRH dans les mêmes conditions que les articles 1.2 et 1.3.1	m3	78,21
<u>Nota</u> : le prix ci-dessus se cumule avec le prix 1.3.1 en cas de terrassement en terrain rocheux effectué au compresseur.			
1.3.3	Plus value au prix 1.2 pour terrassement à la minipelle.	m3	32,01
1.3.4	Plus value au prix 1.2 pour pompage de fouille	H	6,10
1.3.5	Blindage, boisage ou étalement de fouille au delà de 1,30 m de profondeur		
1.3.5.1	jointif	m2	13,42
1.3.5.2	semi jointif	m2	10,21
1.3.6	Plus value pour présence longitudinale de câble ou de conduite en fouille	ml	5,34
1.3.7	Plus value pour croisement d'obstacle de diamètre:		
1.3.7.1	inférieur à 0,50 m	U	57,99
1.3.7.2	supérieur à 0,50 m	U	103,97
<b>1.4</b>	<b>Remblais et évacuation</b>		
1.4.1	Chargement à l'engin et enlèvement des terres en excédent ou impropres au remblai et transport en décharge autorisée dans un rayon maximum de 30 km sans prise en compte de foisonnement et quel que soit le lieu de déchargement	m3	23,78
1.4.1.1	Plus value à l'article 1.4.1 pour chargement et transport à la brouette.	m3	89,94
1.4.2	Mise en dépôt des déblais à la décharge payante	m3	8,23

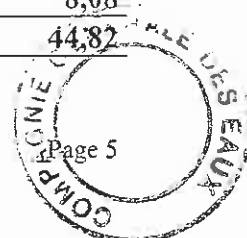
N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
1.4.3	Fourniture et mise en place de:		
1.4.3.1	matériaux provenant des déblais	m3	8,08
1.4.3.2	sable	m3	44,82
1.4.3.3	tout venant	m3	40,25
1.4.3.4	grave ciment	m3	
			120,43
<b>1.5</b>	<b>Démolitions</b>		
1.5.1	Démontage de chaussée ou trottoir pavé ou dallé y compris démolition de la fondation béton	m2	34,00
1.5.2	Démolition de chaussée ou trottoir de toute autre nature jusqu'à 10cm d'épaisseur	m2	9,76
1.5.3	Dépose de revêtement en pavés autobloquants ( dépose soignée pour réemploi ), posé sur lit de sable	m2	14,94
<b>1.6</b>	<b>Réfection</b>		
1.6.1	Réfection provisoire de chaussée	m2	11,28
1.6.2	Réfection définitive de chaussée en enrobé de 0,10 m d'épaisseur maximum	m2	28,51
1.6.3	Réfection définitive de trottoir cimenté	m2	30,18
1.6.4	Réfection définitive de trottoir enrobé jusqu'à 0.05 m d'épaisseur	m2	12,96
1.6.5	Réfection définitive de trottoir ou de chaussée pavé ou dallé avec réemploi	m2	55,95
1.6.6	Réfection définitive de trottoir enrobé rouge jusqu'à 0.05 m d'épaisseur	M2	299,56
1.6.7	Réfection de revêtement en bi-couche	M2	15,24
<b>1.7</b>	<b>Trottoirs</b>		
1.7.1	Dépose de bordure de trottoir ou caniveau et évacuation en décharge si nécessaire	ml	9,30
1.7.2	Réfection de bordure de trottoir ou caniveau y compris fournitures.	ml	30,49
<b>1.8</b>	<b>Travaux divers</b>		
1.8.1	percement de mur jusqu'à 0,50 m	U	69,36
1.8.1.1	plus value par décimètre au-delà de 0,50 m	dm	9,30
1.8.2	Fourniture et pose de tabouret siphon ou siphon disconnecteur jusqu'à 0,8 mètre de profondeur comprenant la confection du regard ainsi que toutes sujétions de fourniture et de main d'oeuvre mais non compris la fourniture du tampon fonte. Pour canalisation:		
1.8.2.1	de diamètre 125 mm	U	377,31
1.8.2.2	de diamètre 160 mm	U	425,33
1.8.2.3	de diamètre 200 mm	U	576,26
1.8.3	Fourniture et pose de rehausse	dm	19,06
1.8.4	Fourniture et pose de siphon disconnecteur seul		
1.8.4.1	de diamètre 125 mm	U	71,65
1.8.4.2	de diamètre 160 mm	U	119,67
1.8.4.3	de diamètre 200 mm	U	224,10



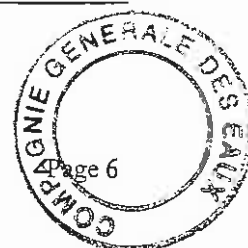
N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
1.8.5	Fourniture et pose de tuyau PVC CR8		
1.8.5.1	de diamètre 125 mm	ml	16,01
1.8.5.2	de diamètre 160 mm	ml	19,06
1.8.5.3	de diamètre 200 mm	ml	23,63
1.8.5.4	de diamètre 250 mm	ml	33,54
1.8.5.5	de diamètre 315 mm	ml	42,69
1.8.6	Raccordement sur canalisation existante. La fourniture et la pose des pièces spéciales seront payées suivant les équivalences métriques de tuyau droit de même diamètre.		
1.8.6.1	Coude à 30, 45 ou 90 degrés et manchons pour tous diamètres soit:	3 ml	
1.8.6.1.1	de diamètre 125 mm	U	48,02
1.8.6.1.2	de diamètre 160 mm	U	57,17
1.8.6.1.3	de diamètre 200 mm	U	70,89
1.8.6.1.4	de diamètre 250 mm	U	100,62
1.8.6.1.5	de diamètre 315 mm	U	128,06
1.8.6.2	Tés culottes ou clips à 45, 60 ou 90 degrés de 100 à 200 mm de diamètre soit:	3,5 ml	
1.8.6.2.1	de diamètre 100 à 125 mm	U	56,41
1.8.6.2.2	de diamètre 160 mm	U	65,55
1.8.6.2.3	de diamètre 200 mm	U	82,32
1.8.6.3	Tés culottes ou clips à 45, 60 ou 90 degrés de 250 à 300 mm de diamètre soit:	6,00 ml	
1.8.6.3.1	de diamètre 250 mm	U	201,23
1.8.6.3.2	de diamètre 315 mm	U	257,64
1.8.7	Coupe sur tuyau comptée pour 1.5 ml de canalisation du même diamètre soit:		
1.8.7.1.1	de diamètre 100 et 125 mm	U	23,63
1.8.7.1.2	de diamètre 160 mm	U	28,97
1.8.7.1.3	de diamètre 200 mm	U	35,06
1.8.7.1.4	de diamètre 315 mm	U	64,03
1.8.8	Raccordement sur regard existant non compris les pièces	U	185,99
1.8.9	Béton pour massif butée ancrage	m3	187,51
1.8.10	Enduit ou chape au mortier de ciment de 0,02 m d'épaisseur	m2	27,44



N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
<b>2.</b>	<b>RESEAU</b>		
<b>2.1</b>	<b>Terrassements et maçonnerie</b>		
2.1.1	Installation et repli de chantier (par intervention)	U	579,31
2.1.2	Découpage de chaussée revêtue	ml	3,81
2.1.3	Tranchée à la pelle mécanique en terrain ordinaire, y compris dressement des faces jets sur berges, nivellement du fond, travail avec embarras d'étais.		
2.1.3.1	jusqu'à 1.30 m de profondeur	m3	21,34
2.1.3.2	de 1.30 m à 2.50 m	m3	22,41
2.1.3.3	de 2.50 m à 3.00 m	m3	26,83
2.1.4	Plus value		
2.1.4.1	Plus value au prix 2.1.3 pour terrassement à la main en terrain ordinaire ,y compris dressement des faces, jets sur berges, nivellement du fond, travail avec embarras d'étais.		
2.1.4.1.1	jusqu'à 1.30 m de profondeur	m3	89,49
2.1.4.1.2	de 1.30 m à 2.50 m	m3	99,09
2.1.4.1.3	de 2.50 m à 3.00 m	m3	107,48
2.1.4.2	Plus value au prix 2.1.3 pour travail en terrain rocheux nécessitant l'emploi du compresseur ou du BRH dans les mêmes conditions que les articles 2.1.3 et 2.1.4.1	m3	78,21
Nota : Le prix 2.1.4.2 se cumule avec le prix 2.1.4.1 en cas de terrassement en terrain rocheux effectué au compresseur.			
2.1.4.3	Plus value au prix 2.1.3 pour terrassement à la mini-pelle	m3	32,01
2.1.4.4	Plus value au prix 2.1.3 pour pompage de fouille	H	6,10
2.1.4.5	Blindage, boisage ou étalement de fouille au delà de 1,30 m de profondeurs		
2.1.4.5.1	jointif	m2	13,42
2.1.4.5.2	semi jointif	m2	10,21
2.1.5	Plus value pour présence longitudinale de câble ou de conduite en fouille	ml	5,34
2.1.6	Plus value pour croisement d'obstacle de diamètre:		
2.1.6.1	inférieur à 0,50 m	U	51,99
2.1.6.2	supérieur à 0.50 m	U	103,97
2.1.7	Remblais et évacuation		
2.1.7.1	Chargement à l'engin et enlèvement des terres en excédent ou impropres au remblai et transport en décharge autorisée dans un rayon maximum de 30 km sans prise en compte de foisonnement et quel que soit le lieu de déchargement	m3	23,78
2.1.7.1.1	Plus value à l'article 2.1.7.1 pour chargement et transport à la brouette.	m3	89,94
2.1.7.2	Mise en dépôt des déblais à la décharge payante	m3	8,23
2.1.7.3	Fourniture et mise en place de:		
2.1.7.3.1	matériaux provenant des déblais	m3	8,08
2.1.7.3.2	sable	m3	44,82



N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
2.1.7.3.3	tout venant	m3	40,25
2.1.7.3.4	grave ciment	m3	120,43
2.1.8	Démolition		
2.1.8.1	Démontage de chaussée ou trottoir pavé ou dallé y compris démolition de la fondation béton	m2	34,00
2.1.8.2	Démolition de chaussée ou trottoir de toute autre nature jusqu'à 10cm d'épaisseur	m2	9,76
2.1.8.3	Dépose de revêtement en pavés auto bloquants ( dépose soignée pour réemploi ), posé sur lit de sable	m2	14,94
2.1.9	Réfection		
2.1.9.1	Réfection provisoire de chaussée	m2	11,28
2.1.9.2	Réfection définitive de chaussée en enrobé de 0,10 m d'épaisseur maximum	m2	28,51
2.1.9.3	Réfection définitive de trottoir cimenté	m2	30,18
2.1.9.4	Réfection définitive de trottoir enrobé jusqu'à 0.05 m d'épaisseur	m2	12,96
2.1.9.5	Réfection définitive de trottoir ou de chaussée pavé ou dallé avec réemploi	m2	55,95
2.1.9.6	Réfection définitive de trottoir enrobé rouge jusqu'à 0.05 m d'épaisseur	m2	293,46
2.1.9.7	Réfection de revêtement en bicouche	m2	15,24
2.1.10	Trottoirs		
2.1.10.1	Dépose de bordure de trottoir ou caniveau et évacuation en décharge si nécessaire	ml	9,30
2.1.10.2	Réfection de bordure de trottoir ou caniveau y compris fournitures.	Ml	30,49
2.1.11	Béton à Caractéristiques normalisées		
2.1.11.1	Béton pour massifs butées, encrages.	m3	187,51
2.1.11.2	Béton armé pour ouvrage y compris coffrages	m3	747,00
2.1.12	Enduit ou chape au mortier de ciment de 0,02 m d'épaisseur	m2	27,44
2.1.13	Regard de visite préfabriqué tout équipé de section intérieure de 0,60 x 0,60 jusqu'à un mètre de profondeur, non compris la fourniture du tampon fonte.	U	335,39
2.1.13.1	Plus value par décimètre supplémentaire de hauteur au delà de 1 m	U	15,24
2.1.14	Regard de visite préfabriqué tout équipé de diamètre 0.80 m intérieur jusqu'à un mètre de profondeur, non compris la fourniture du tampon fonte.	U	518,33
2.1.14.1	Plus value par décimètre supplémentaire de hauteur au delà de 1 mètre	U	19,82
2.1.15	Regard de visite préfabriqué tout équipé de diamètre 1,00 mètre intérieur jusqu'à un mètre de profondeur , non compris la fourniture du tampon fonte	U	609,80



N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
2.1.15.1	Plus value par décimètre supplémentaire de hauteur au delà de 1 mètre	U	25,92
<b>2.2</b>	<b>Canalisations en tranchée ouverte</b>		
2.2.1	Fourniture et pose de tuyau assainissement en PVC CR8		
2.2.1.1	de diamètre 153.6/160 mm	ml	18,29
2.2.1.2	de diamètre 192.2/200 mm	ml	22,87
2.2.1.3	de diamètre 240.2/250 mm	ml	33,54
2.2.1.4	de diamètre 302.6/315 mm	ml	42,69
Nota : la fourniture et la pose des pièces spéciales seront payées en sus suivant les équivalences métriques du tuyau droit de même diamètre.			
2.2.2	Coude à 30, 45 ou 90 degrés et manchons pour tous diamètres soit :	3 ml	
2.2.2.1	de diamètre 160 mm	U	54,88
2.2.2.2	de diamètre 200 mm	U	68,60
2.2.2.3	de diamètre 250 mm	U	100,62
2.2.2.4	de diamètre 315 mm	U	128,06
2.2.3	Tés culottes ou clips à 45 60 ou 90 degrés de 160 à 200 mm de diamètre soit :	3,50 ml	
2.2.3.1	de diamètre 160 mm	U	64,03
2.2.3.2	de diamètre 200 mm	U	80,84
2.2.4	Tés culottes ou clips à 45, 60 ou 90 degrés de 250 à 315 mm de diamètre soit :	6 ml	
2.2.4.1	de diamètre 250 mm	U	201,23
2.2.4.2	de diamètre 315 mm	U	256,11
2.2.5	Coupe sur tuyau comptée pour 1,5 ml de canalisation du même diamètre soit		
2.2.5.1	de diamètre 160 mm	U	27,44
2.2.5.2	de diamètre 200 mm.	U	34,30
2.2.5.3	de diamètre 250 mm	U	50,31
2.2.5.4	de diamètre 315 mm	U	64,03
2.2.6	Fourniture et pose de tuyau en béton armé 135A		
2.2.6.1	de diamètre 300 mm	ml	45,73
2.2.6.2	de diamètre 400 mm	ml	60,98
2.2.6.3	de diamètre 500 mm	ml	80,80
2.2.6.4	de diamètre 600 mm	ml	117,39
2.2.6.5	de diamètre 800 mm	ml	181,41
2.2.6.6	de diamètre 1000 mm	ml	268,31

N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H-T.
2.2.7	Raccordement sur canalisation existante dans un regard de visite, comprenant :	U	298,80
	la démolition du fond de regard, la fourniture et la mise en place du tuyau y compris fourniture et pose de pièces de raccord, la dépose, la pose et le scellement du tampon, la réfection de la cunette ainsi que toutes sujétions de fourniture et de main d'oeuvre. La confection éventuelle d'un batardeau sera payée par l'article n° 2.2.8		
2.2.8	Confection de batardeau dans regard pour obturation du collecteur en service et passage en surverse y compris toutes sujétions de fourniture et de main d'oeuvre.	U	135,68
2.2.9	Suppression de regard de visite comprenant:	U	166,17
	le descellement et le transport du tampon, l'obturation de la cunette avec du béton à 250 kg, le remplissage du regard de visite avec du tout venant, la réfection de la voirie en grave ciment et enrobé, la remise en état des lieux y compris toutes sujétions de fourniture et de main d'oeuvre.		
2.2.10	Démolition de radier dans un regard de visite à l'aide du marteau piqueur pour raccordement d'une nouvelle canalisation y compris percement du regard, réfection de la cunette et toutes sujétions de fourniture et de main d'oeuvre	U	173,79
2.2.11	Essais d'étanchéité à l'eau des nouveaux collecteurs posés y compris toutes sujétions :		
2.2.11.1	Amenée et repli du matériel pour essai à l'eau	Forf.	602,17
2.2.11.2	de diamètre 125 à 160 mm	ml	2,74
2.2.11.3	de diamètre 200 mm	ml	3,51
2.2.11.4	de diamètre 250 mm	ml	4,27
2.3	<b>Divers</b>		
2.3.1	Sondage de reconnaissance préliminaire en terrain ordinaire.	M3	117,39
2.3.2	Mise à niveau		
2.3.2.1	mise à niveau ( sans fourniture de tampon) jusqu'à 0,05 m	U	182,94
2.3.2.2	mise à niveau ( sans fourniture de tampon de 0,05 m à 0,30 m )	U	350,63
2.3.2.3	Plus value par décimètre au delà de 0,30 m	dm	92,99
2.3.3	Fourniture et pose de tampon fonte rond ou carré		
2.3.3.1	pour chaussée		
2.3.3.1.1	fourniture	U	167,69
2.3.3.1.2	pose	U	56,41
2.3.3.2	pour trottoir		
2.3.3.2.1	fourniture	U	137,20
2.3.3.2.2	Pose	U	56,41

N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
2.3.3.3	pour chaussée « Trafic Intense » type PAMREX ou similaire :		
2.3.3.3.1	Fourniture	U	224,10
2.3.3.3.2	Pose	U	56,41
2.3.4	Signalisation de chantier renforcée à la demande des gestionnaires des voies concernées par les travaux:		
2.3.4.1	Mise en place de barrières	ml	3,81
2.3.4.2	Mise à disposition à pied d'oeuvre de protection béton dite DBA y compris mise en place, alignement puis enlèvement et transport retour ( minimum facturé de 36 ml pour toutes quantités inférieures à 36 ml )	ml	31,71
2.3.4.3	Location journalière par mètre linéaire de DBA	ml/j	0,21
2.3.5	Camion hydrocureur heures ouvrables	H	92,99
2.3.6	Inspection télévisée de canalisation y compris analyse et rapport, après curage		
2.3.6.1	la première journée indivisible	forfait	858,29
2.3.6.2	à partir de la deuxième journée	ml	2,74
2.3.7	Essai à la fumée de canalisations, y compris analyse et rapport		
2.3.7.1	la première journée indivisible	forfait	740,90
2.3.7.2	à partir de la deuxième journée	ml	1,77
2.3.7.3	par branchement	U	7,62
2.3.8	Location de feux tricolores télécommandés y compris fourniture mise en oeuvre et enlèvement des appareillages après utilisation et toutes sujétions		
2.3.8.1	Installation et repliement y compris contrôle de fonctionnement	forfait	24,85
2.3.8.2	location journalière	jour	70,13
2.3.9	Réfection de signalisation horizontale		
2.3.9.1	Forfait de mise en chantier	U	76,22
2.3.9.2	Bande continue de 0,10m	ml	0,47
2.3.9.3	Bande continue de 0,15m	ml	0,53
2.3.9.4	Bande discontinue de 0,10m	ml	0,50
2.3.9.5	Bande discontinue de 0,15m	ml	0,57
2.3.9.6	Bande de passage clouté et de stop	m2	10,98

N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
<b>2.4</b>	<b><i>Règlement en régie</i></b>		
2.4.1	Compresseur jusqu'à 4000 L	H	12,35
2.4.2	Pompe 50 m3/h,	H	14,79
2.4.3	Tarifs engins mécaniques sans chauffeur		
2.4.3.1	Camionnette jusqu'à 3.5 tonnes ou véhicule de liaison	H	11,43
2.4.3.2	Pelle mécanique 100 cv	H	40,70
2.4.3.3	Pelle brise roche	H	60,98
2.4.3.4	Tracto pelle 60 CV	H	24,70
2.4.3.5	Camion charge utile 10/12 T	H	40,25
2.4.3.6	Camion charge utile 10 T + grue	H	45,73
2.4.4	Tarifs main d'œuvre		
2.4.4.1	Ouvrier d'exécution	H	23,78
2.4.4.2	Ouvrier Qualifié	H	27,44
2.4.4.3	Ouvrier Qualifié Chauffeur	H	29,27
2.4.4.4	Chef d'Equipe	H	34,45



N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire € H.T.
----	-------------------------	-------	-------------------------

### 3. MODALITES D'APPLICATION

#### 3.1 Travaux spéciaux

3.1.1 Les travaux réalisés de nuit de 20 heures à 7 heures à la demande des Services Techniques de la Ville ou imposés pour la continuité du service de collecte donneront lieu à une majoration de 100% sur les prix du poste 2.1 ainsi que des articles correspondants au poste 1 et de 30% sur les prix des autres postes.

3.1.2 Les travaux réalisés en horaire décalé de jour à la demande des Services Techniques de la Ville, donneront lieu à une majoration éventuelle dont le montant sera défini avec les Services Techniques de la Ville suivant la nature des sujétions demandées

3.1.3 Les travaux ou fournitures non prévus au présent bordereau et exécutés à la demande des Services Techniques de la Ville seront réglés par application des prix de la Série Centrale des Architectes frappés d'une minoration de 15%

#### 3.2 Rabais et majorations

3.2.1 Rabais à appliquer au poste 1 - branchements dans le cas de réalisation simultanée de plusieurs branchements distincts effectués dans le cadre d'une opération d'extension du réseau et sous réserve de commandes fermes des particuliers avant le début des travaux permettant une réalisation simultanée du réseau et des branchements.

- de 3 à 6 branchements : 5 %
- pour 7 branchements et plus : 10 %

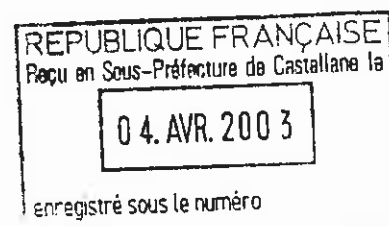
3.2.2 Rabais à appliquer au poste 2 - réseau en fonction de la masse de travaux localisés dans le cadre d'un seul chantier réalisé en continu.

- montant de 50 kf à 100 kf HT : 5 %
- montant de 100 kf à 200 kf HT : 10 %
- montant supérieur à 200 kf HT : 15 %

nota: les seuils de déclenchement des rabais sont soumis à l'actualisation sur les mêmes bases que les prix unitaires du présent bordereau.

3.2.3 Les travaux réalisés dans l'enceinte de la vieille ville feront l'objet d'une majoration de 10 %

3.2.4 Pour tous travaux ou prestations dont le coût ne peut être évalué avec le présent bordereau, leur montant sera réglé sur présentation de la facture du fournisseur ou de l'entreprise, majoré de 11% pour frais de Maîtrise d'œuvre.

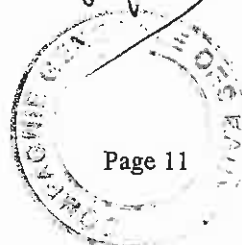


Jacques Bell



Le Directeur Régional,

Philippe YON



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Reçu en Sous-Préfecture de Castellane le  
04. AVR. 2003  
registré sous le numéro

RECEVÉ  
SAINTE-BAUMÉ

Compagnie Générale des Eaux  
Saint-André-les-Alpes Assainissement HYPOTHESES CROISSANCE DES ASSIETTES

Croissance de la population 1,00%

Evolution du nombre d'abonnés et des volumes

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne sur la période 2003/2015
Nombre abonnés	551	557	562	568	573	579	585	591	597	603	609	615	621	588
Volumes factures	53 145	53 676	54 213	54 755	55 303	55 856	56 414	56 979	57 548	58 124	58 705	59 292	59 885	56 741



**COMMUNE DE SAINT-ANDRE-LES-ALPES**  
**COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL**  
**Service assainissement**

Année moyenne  
Euro H.T. valeur du 1/04/2003

<b>Produits fermier (voir détail joint)</b>	<b>41 000 €</b>
---	-----------------

<b>Charges d'exploitation (voir détail joint)</b>	<b>40 864 €</b>
---	-----------------

---

<b>Résultat brut avant IS</b>	<b>136 €</b>
-------------------------------	--------------

soit, en pourcentage des produits :	<b>0,3%</b>
-------------------------------------	-------------



COMMUNE DE SAINT-ANDRE-LES-ALPES  
PRODUITS FERMIER  
Service assainissement

Année moyenne, euro H.T. valeur du 1/04/2003

Produit de redevance:

m3 assiette :

56 741	m3 à (€)	0,7056	40 037 €
--------	----------	--------	----------

Recette annuelle correspondante :	40 037 €
-----------------------------------	----------

arrondi à :	40 000 €
-------------	----------

Rémunération gestion du réseau pluvial	1000 €
--	--------

TOTAL DES PRODUITS FERMIER :	41 000 €
------------------------------	----------



**COMMUNE de SAINT-ANDRE-LES-ALPES**  
**CHARGES D'EXPLOITATION - Service assainissement**

Année moyenne valeur au 1/04/2003

		Total euro
1 - Charges Techniques	Personnel	13 000
	Energie	7 850
	Produits de traitement	1 890
	Analyses	1 250
	Sous-traitance	2 000
	Evacuation graisse et sable	1 000
	Traitement des boues et sous produit	0
	Véhicules et frais de déplacement	1 000
	Informatique	100
2 - Charges Calculées	Garantie de renouvellement fonctionnel	
	- Electromécanique	6 574
	- Branchements	1 524
3 - Gestion des Abonnés	Frais établissement des factures	
4 - Divers	Frais de poste et télécommunication	380
	Locaux et assurance	1 040
	Impôts et taxes	1 310
5 - Autres charges	Non valeurs	
<b>Sous-total</b>		<b>38 918</b>
6 - Charges de structure	Charges de structures	1 946
<b>TOTAL</b>		<b>40 864</b>



COMMUNE de SAINT-ANDRE-LES-ALPES  
service assainissement  
Plan prévisionnel de renouvellement

Station d'épuration	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
GPE ELECTROPOMPE KSB 1.8 KW NO 2													3 900
DEGRILLEUR MOTO REDUC SEW USOCOME			3 900	3 913									3 913
RACLEUR GRAISSE SEW USOCOME				3 287									3 287
AGITATEUR ANOXIE 8KW KSB		5 479											5 479
SUPPRESSEUR AERZEN 2 VITESSES NO2													10 487
RACLEUR A BOUES									2 035				2 035
RECYCLAGE LIQUEURS KSB 1.8 KW 80 M3/H			2 348										2 348
POMPE DOSEUSE CHLORITE DOSAPRO NO2				1 409									1 409
DESHYD. BANDE FILTRANTE			1 680										1 680
DESHYD POMPE BOUES 1.5KW					3 131								3 131
DESHYD POMPE FLOCCULANT					1 565								1 565
PONT RACLEUR								12 484					12 484
SONDE A OXYGENE		15 547											15 547
CANALISATION D'AIR								2 218					2 218
DEBIMETRE						1 847							1 847
VIS DE CONVOYAGE (BOUES)					7 556								7 556
Branchement													
1 unité par an	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	18 288
TOTAL	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	1 524	18 288

Renouvellement :

8 088 euro/an



# Le Règlement

# du Service de l'Assainissement

collectif

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Reçu en Sous-Préfecture de Castellane le

04. AVR. 2003



enregistré sous le numéro

## Le Service de l'Assainissement

Le Service de l'Assainissement désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation de vos eaux usées et pluviales (collecte, transport, épuration et service client).

### 1.1 Les eaux admises

Seules les eaux usées domestiques et les eaux pluviales peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

On entend par :

- eaux usées domestiques, les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.
- eaux pluviales ou de ruissellement, les eaux provenant soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles...

Selon la nature des réseaux d'assainissement, vos rejets peuvent être collectés de manière séparée (eaux domestiques d'une part et eaux pluviales d'autre part) ou groupée.

Sous certaines conditions et après autorisation préalable de la Collectivité, les eaux usées autres que domestiques peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

Vous pouvez contacter à tout moment l'Exploitant du service pour connaître les conditions de déversement de vos eaux dans les réseaux d'assainissement ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière si nécessaire.

### 1.2 Les engagements du service

En collectant vos eaux usées, l'Exploitant du service s'engage à mettre en œuvre un service de qualité.

Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

- une assistance technique  
au 0 811 900 700\*, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques concernant l'évacuation de vos eaux dans les réseaux,
- un accueil téléphonique  
au 0 811 900 700\* du lundi au vendredi de 8 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions relatives au fonctionnement du Service de l'Assainissement,

\* prix d'un appel local

- une réponse écrite à vos courriers dans les 8 jours suivant leur réception,

qu'il s'agisse de questions sur la qualité du service ou sur votre facture,

- le respect des horaires de rendez-vous

pour toute demande nécessitant une intervention à votre domicile avec une plage horaire de 2 heures maximum garantie,

- une étude et une réalisation rapide

pour l'installation d'un nouveau branchement d'assainissement avec :

- envoi du devis sous 8 jours après réception de votre demande ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire,

- réalisation des travaux dans les 15 jours (ou plus tard à la date qui vous convient) après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives.

Si les délais garantis ne sont pas respectés, l'Exploitant du service vous offre l'équivalent de la redevance d'assainissement due pour 10 000 litres d'eau (toutes taxes et redevances comprises) avec un minimum de 22,87 euros.

Les engagements du service sont susceptibles d'évoluer pour mieux répondre aux attentes des clients.

### 1.3 Les règles d'usage du service

En bénéficiant du Service de l'Assainissement, vous vous engagez à respecter les règles de salubrité publique et de protection de l'environnement.

D'une manière générale, ces règles vous interdisent de déverser dans les réseaux toute substance pouvant :

- causer un danger au personnel d'exploitation,
- dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement
- créer une menace pour l'environnement.

En particulier, vous ne pouvez rejeter :

- le contenu ou les effluents des fosses septiques,
- les déchets solides tels que les ordures ménagères, y compris après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures...
- les produits radioactifs.

Vous vous engagez également à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez y déverser :

- des eaux de source ou des eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou de climatisation,
- des eaux de vidange de piscines ou bassins de natation sans autorisation préalable de l'Exploitant du service.

Vous ne pouvez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer les eaux pluviales et réciproquement.

## LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

### Vous

désigne le client

c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, bénéficiaire du Service de l'Assainissement.

Ce peut être :

le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi

ou la copropriété représentée par son syndic.

### La Collectivité

désigne La Commune de

SAINT-ANDRÉ-LES-ALPES

en charge du Service de l'Assainissement Collectif

### L'Exploitant du service

désigne la

Compagnie Générale des Eaux

à qui la Collectivité a confié

la gestion des eaux déversées par le client, dans les réseaux d'assainissement

dans les conditions du règlement du service.

### Le Règlement du service

désigne le document établi par la Collectivité et adopté

par délégation du conseil municipal

il définit les obligations mutuelles de

l'Exploitant du service et du client.



Le non respect de ces conditions peut entraîner la mise hors service du branchement après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet. La Collectivité et l'Exploitant du service se réservent le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate pour protéger les intérêts des autres clients ou faire cesser un délit.

#### 1-4 Les interruptions du service

L'exploitation du Service d'Assainissement peut nécessiter des interventions sur les installations de collecte des eaux entraînant une interruption du service. Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe de ces interruptions quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

L'Exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation ou d'une interruption dans l'évacuation des eaux due à un cas de force majeure. Le gel, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

#### 1-5 Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a connaissance, l'Exploitant du service doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des



### Votre contrat

conséquences correspondantes.

Pour bénéficier du Service de l'Assainissement, vous devez souscrire auprès de l'Exploitant du service un contrat dit « de déversement ».

#### 2-1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat de déversement, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone au 0 811 900 700\* ou par écrit auprès de l'Exploitant du service.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la souscription du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la souscription automatique du contrat de déversement.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Assainissement.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Assainissement.

\* voir d'un appel local

A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service est suspendu.

Votre contrat prend effet à la date :

- soit de l'entrée dans les lieux (si le branchement est déjà en service),
- soit de la mise en service du branchement.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

#### 2-2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par téléphone au 0 811 900 700\* ou par lettre simple, avec un préavis de 5 jours. Une facture d'arrêt de compte, calculée sur la base du relevé de votre consommation d'eau, vous est alors adressée.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la résiliation du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la résiliation automatique du contrat de déversement avec la même date d'effet.

L'Exploitant du service peut, pour sa part, résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la mise hors service du branchement,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage du service.

#### 2-3 Si vous habitez un immeuble collectif

Quand une convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau a été passée entre votre immeuble et le Distributeur d'eau, vous devez souscrire un contrat individuel au Service de l'Assainissement.

Si la convention d'individualisation est résiliée, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou la copropriété souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au Service de l'Assainissement.



### Votre facture

En règle générale, le Service de l'Assainissement est facturé en même temps que le Service de l'Eau. Votre facture est calculée sur la base de votre consommation d'eau.

#### 3-1 La présentation de la facture

Le Service de l'Assainissement est facturé sous la forme d'une redevance dite « redevance d'assainissement ».

Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Assainissement (collecte et épuration), et éventuellement, les charges d'investissement correspondantes.

Les montants facturés peuvent se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable. La part variable est calculée en fonction des volumes d'eau prélevés sur le réseau public de distribution d'eau.

Si vous êtes alimenté en eau, totalement ou partiellement, à partir d'un puits ou de toute autre source qui ne relève pas du service public, vous êtes tenu d'en faire la déclaration en Mairie. Dans ce cas, la redevance d'assainissement applicable à vos rejets est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus par vos soins,
- soit sur la base de critères définis par la Collectivité et permettant d'évaluer les volumes prélevés.

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

#### 3-2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat passé entre la Collectivité et l'Exploitant du service pour la part lui revenant,
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Assainissement, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant à l'Exploitant du service est au plus tard celle du début d'une période de consommation d'eau.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

#### 3-3 Les modalités et délais de paiement

La part fixe (abonnement) de votre redevance d'assainissement est facturée d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement au cours d'une période de consommation d'eau), elle vous est facturée au prorata du temps écoulé.

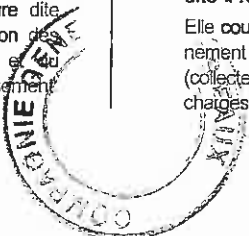
La part variable de votre redevance d'assainissement est facturée à terme échu. En cas de période sans relevé de consommation d'eau, le volume facturé est estimé à partir de votre consommation annuelle précédente.

Le paiement doit être effectué avant la date limite indiquée sur votre facture.

Les modes de paiement mis à votre disposition pour régler votre facture, sont les mêmes que ceux qui vous sont proposés pour le règlement de vos factures d'eau / sont précisés sur votre facture.

#### 3-4 En cas de non paiement

Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, celle-ci est majorée d'une pénalité de retard. Cette pénalité est calculée, à compter de la date limite de paiement, sur la totalité du montant impayé à raison de 1,5 fois le taux d'intérêt légal, par quinzaine indivisible (avec une perception minimum



de 9,15 euros T.T.C. qui pourra être actualisée ; ce montant figure sur votre facture).

A défaut de paiement dans un délai de trois mois, la redevance d'assainissement est majorée de 25% dans les 15 jours qui suivent l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En outre, à compter de cette majoration et jusqu'au paiement des factures dues, le branchement peut être mis hors service. Durant cette interruption, l'abonnement continue à être facturé et les frais d'obturation et de remise en service du branchement sont à votre charge.

En cas de non-paiement, l'Exploitant du service poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

### 3.5 Les cas d'exonération ou de réduction

La redevance d'assainissement étant perçue en contrepartie du service rendu, vous pouvez bénéficier d'exonération :

- si vous disposez de branchements spécifiques en eau potable pour lesquels vous avez souscrit auprès du Service de l'Eau des contrats particuliers (irrigation, arrosage, piscine,...) excluant tout rejet d'eaux usées.

- si vous êtes en mesure de justifier qu'une fuite accidentelle dans vos installations privées est à l'origine d'une surconsommation d'eau ne générant pas de rejet dans les réseaux.

Dans ce cas, la consommation d'eau servant de base au calcul de la redevance pour la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente.

De même, si dans le cadre du Service de l'Eau, vous avez souscrit un contrat Assurance-Fuite, votre redevance d'assainissement peut être réduite lorsque survient une fuite couverte par les garanties de ce contrat.



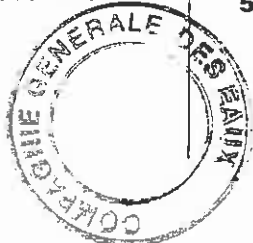
## Le raccordement

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées de collecte des eaux usées et/ou pluviales au réseau public d'assainissement.

### 4.1 Les obligations

- pour les eaux usées domestiques

Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire dans un



délai de deux ans à compter de la date de mise en service de ce réseau.

Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Dès la mise en service du réseau, tant que vos installations ne sont pas raccordées, vous pouvez être astreint par décision de la Collectivité au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement.

Au terme du délai de deux ans, si vos installations ne sont toujours pas raccordées cette somme peut être majorée, par décision de la Collectivité, dans la limite de 200 %.

Si la mise en œuvre des travaux de raccordement se heurte à des obstacles techniques sérieux et si le coût de mise en œuvre est démesuré, vous pouvez bénéficier d'une dispense de raccordement par dérogation expresse de la Collectivité.

Dans ce cas, votre propriété devra être équipée d'une installation d'assainissement autonome réglementaire.

- pour les eaux pluviales

Le raccordement au réseau public d'assainissement n'est pas obligatoire.

- pour les eaux usées autres que domestiques

Le raccordement au réseau public d'assainissement est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la Collectivité. L'arrêté d'autorisation délivré par la Collectivité peut prévoir des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Il peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de prétraitement dans vos installations privées.

### 4.2 La demande de raccordement

La demande doit être effectuée par le propriétaire ou la copropriété auprès de l'Exploitant du service. Elle est traitée dans les délais et conditions prévus par les engagements du service.



## Le branchement

On appelle « branchement » l'ensemble des éléments d'évacuation des eaux usées et/ou pluviales qui va de la propriété au réseau public.

### 5.1 La description

Le branchement comprend :

- un dispositif de raccordement à la propriété, • un ouvrage dit « regard de branchement » placé de préférence en

domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement,

- une canalisation située en domaine public et/ou privé,
- un dispositif de raccordement au réseau public.

### 5.2 L'installation et la mise en service

Le nombre de branchements à installer par propriété est fixé par l'Exploitant du service.

En règle générale, ce nombre est limité à un par propriété et par nature d'eau rejetée dans les réseaux d'assainissement.

Si les eaux sont collectées de manière groupée (eaux usées domestiques avec eaux pluviales), leur rejet se fait au moyen d'un branchement unique.

Si les eaux sont collectées de manière séparée, la propriété doit être équipée de deux branchements spécifiques : un pour les eaux usées domestiques et l'autre pour les eaux pluviales.

L'Exploitant du service détermine en accord avec vous, les conditions techniques d'établissement de chaque branchement.

Les travaux d'installation du branchement en domaine public, sont réalisés par l'Exploitant du service.

L'Exploitant du service est seul habilité à mettre en service le branchement après avoir vérifié la conformité des installations prévues.

Lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la Collectivité peut, pour tous les propriétés riveraines existantes, exécuter ou faire exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public (regard compris).

Les travaux d'extension ou de renforcement des réseaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies par cette dernière et adaptées à chaque situation.

Dans tous les cas, la partie des branchements située en domaine public est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

En ce qui concerne les branchements pour l'évacuation des eaux pluviales, la Collectivité peut vous imposer la construction préalable en domaine privé de dispositifs particuliers de pré-traitement (dessableurs, déshuileurs, ...), ou d'ouvrages tels que bache de stockage, plan d'eau régulateur limitant le débit des rejets.

### 5.3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'installation du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à votre charge.

Lorsque la réalisation des travaux lui est confiée, l'Exploitant du service établit préalablement un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat passé entre la Collectivité et lui.

Un acompte sur les travaux doit être réglé à la signature du devis.



Si vous en faites la demande, vous pouvez régler le solde des travaux en 3 mois sans intérêt.

Si à l'occasion de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la Collectivité exécute ou fait exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public, elle peut vous demander le remboursement de tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux.

Lorsque le branchement de votre propriété est effectué après la mise en service du réseau d'assainissement, la Collectivité peut vous demander une participation financière pour tenir compte de l'économie que vous réalisez en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant de cette participation est déterminé par la Collectivité et peut être perçu par l'Exploitant du service en même temps que les sommes dues au litre de l'installation du branchement d'assainissement.

#### 5.4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, les réparations et le renouvellement du branchement sont à votre charge pour la partie située en domaine privé, et à la charge de l'Exploitant du service pour la partie située en domaine public.

Les dommages pouvant résulter de l'existence ou du fonctionnement de la partie du branchement située en domaine public, ne vous incombent pas.

Toutefois, s'il est établi que des dommages résultent d'une faute de votre part, vous devrez régler les frais de remise en état sur la base des tarifs fixés sur le bordereau des prix annexé au contrat passé entre la Collectivité et l'Exploitant du service.

Les frais de déplacement, de modification ou de suppression du branchement effectués à votre demande sont à votre charge.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé. En conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en domaine privé et lié à un défaut d'entretien ou de surveillance.

En cas d'observation du présent règlement ou de risque pour la sécurité, l'Exploitant du service peut exécuter d'office et à vos frais, tous les travaux rendus nécessaires. Sauf cas d'urgence, ces travaux seront réalisés après vous en avoir informé.

#### 5.5 La suppression ou la modification

Lorsque la démolition ou la transformation d'une propriété entraîne la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont à la charge du propriétaire ou de la copropriété ayant déposé le permis de démolition ou de construire.



## Les installations privées

On appelle « installations privées » les installations de collecte des eaux usées et/ou pluviales situées avant le dispositif de raccordement de la propriété.

### 6.1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le Service de l'Assainissement et doivent être conformes aux règles de l'art ainsi qu'aux dispositions du règlement sanitaire départemental.

Vous devez notamment respecter les règles de base suivantes :

- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer de dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable ou vice-versa.
- ne pas utiliser les descentes de gouttières pour l'évacuation des eaux usées.
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre tout reflux d'eaux usées ou pluviales en provenance du réseau public notamment lors de sa mise en charge (joints et tampons étanches, dispositif anti-refoulement, ...).

De même, vous vous engagez à :

- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilettes, grilles de jardin, ...)
- poser toutes les colonnes de chutes d'eaux usées verticalement et les munir de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la propriété.
- assurer l'accessibilité des descentes de gouttières dès lors qu'elles se trouvent à l'intérieur.
- assurer une collecte séparée des eaux usées et pluviales jusqu'aux regards de branchements.

En particulier, lors de travaux nécessitant de raccorder un équipement (douche, machine à laver, ...) ou une installation (descente de gouttière, grille de cour, ...) veillez à bien respecter les circuits d'évacuation (les eaux usées dans les canalisations d'eaux usées et les eaux pluviales dans celles des eaux pluviales).

L'Exploitant du service doit avoir accès à vos installations privées pour vérifier qu'elles remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, vous devez y remédier à vos frais.

Vous devez informer l'Exploitant du service de la fin des travaux de mise en conformité. Si nécessaire, une visite de contrôle de la conformité des installations est effectuée. Elle vous est facturée selon un tarif établi en accord avec la Collectivité.

Attention : dès la mise en service d'un branchement pour l'évacuation des eaux usées, vous devez mettre hors d'état de

servir ou de créer des nuisances, les installations d'assainissement autonome (dégrasseurs, fosses, filtres, ...).

A défaut, la Collectivité peut, après mise en demeure, procéder ou faire procéder d'office, à vos frais, aux travaux de mise en conformité.

### 6.2 L'entretien et le renouvellement

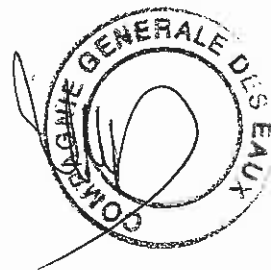
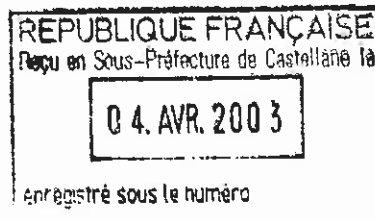
L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

### 6.3 Le cas des rétrocessions de réseaux privés

Toute intégration au réseau public d'assainissement de réseaux privés, réalisés par des aménageurs privés donne lieu à la conclusion d'une convention entre la Collectivité et l'aménageur.

Avant cette intégration, l'Exploitant du service peut contrôler la conformité d'exécution des réseaux et branchements privés.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par l'Exploitant du service, les travaux de mise en conformité sont effectués par vos soins et à vos frais.



*Ju cejus* *Bohl*

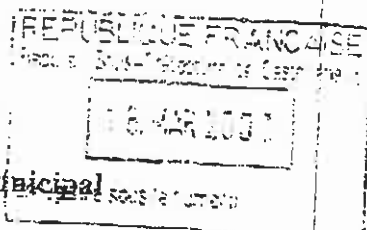


## DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

## ARRONDISSEMENT DE CASTELLANE

## Commune de SAINT ANDRE DES ALPES

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



L'an deux mil trois, le 13 mars à 19 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jacques BOETTI, Maire.

Date de la convocation : 26 février 2003.

Date d'affichage : 26 février 2003.

Etaient présents : PRATO S. GROULET M. CICCOLI O. SERRANO P. GERIN D. CHOQUET J.M. VACCAREZZA F. LEYDET G. GARIN G. GERIN-JEAN F.

Absents représentés : GILARDONI R. (pouvoir à BOETTI J.) GUENEBEAUD P.J. (Pouvoir à GERIN D.) MICHEL J. (pouvoir à GROULET M.)

Absent : GIBERT J.

Secrétaire de séance : GARIN G.

NOTIFIE A M. LE PREFET LE 13 MARS 2003

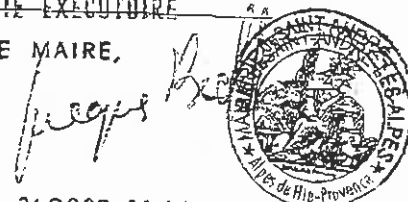
REÇU EN MAIRIE ET PUBLIE LE 13 MARS 2003

CERTIFIÉ EXECUTOIRE

Objet : Délégation de Service Public Eau Potable et assainissement.

LE MAIRE,

Le Maire de la Commune :



Considérant la délibération du Conseil Municipal en date du 05 août 2002 décidant de lancer une procédure de délégation de service public (procédure Loi Sapin) pour les contrats d'affermage des services d'eau potable et d'assainissement de la Commune arrivant à échéance le 31 mars 2003 ;

Considérant le rapport de la Commission de Délégation de Service Public en date du 21 octobre 2002 contenant la liste des candidats admis à présenter une offre ( quatre candidats).

Considérant l'analyse des offres faite par cette commission suite à la réunion du 09 décembre 2002 au cours de laquelle a eu lieu l'ouverture des plis ( deux candidats avaient répondu sur les quatre retenus) et qui propose au Maire de négocier avec les deux candidats ayant remis une offre, un certain nombre d'imprécisions restant à lever ;

Suite à cette phase de négociation entamée avec les deux candidats et au vu de la levée des imprécisions et des différentes propositions tarifaires et des efforts consentis par ces derniers ;

Considérant le rapport motivé (en date du 24 février 2003) que lui a remis la Commission de Délégation de Service Public lui proposant de retenir la candidature de la Compagnie Générale des Eaux ;

Considérant les propositions tarifaires de la Compagnie Générale des Eaux qui a dans un premier temps consenti un rabais de 5 500 Euros sur le coût de la gestion du service de l'eau et de l'assainissement et qui a ensuite consenti un rabais supplémentaire de 1 300 Euros soit une baisse totale de 6 800 Euros ;

Considérant que l'entreprise RUAS n'a consenti aucun effort financier par rapport à sa proposition initiale qui était déjà très au-dessus de celle de la Compagnie Générale des Eaux ;

Fait part au Conseil Municipal de son choix arrêté sur la Compagnie Générale des Eaux et lui demande de se prononcer sur choix.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé du Maire, et après étude et analyse des différents documents qu'il a eu en sa possession le 26 février 2003 à savoir :

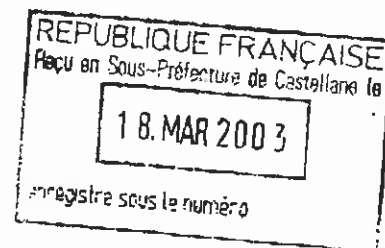
- \* Le rapport de la Commission de Délégation de Service Public contenant la liste des entreprises admises à présenter une offre ;
- \* L'analyse des offres faite par la Commission de Délégation de Service Public ;
- \* La note motivant le choix du candidat retenu et l'économie générale du contrat ;
- \* Le projet de contrat pour l'eau potable et pour l'assainissement ;

**APPROUVE** le choix du délégataire : La Compagnie Générale des Eaux, pour assurer le service de l'eau potable et de l'assainissement ;

**APPROUVE** les termes du contrat pour l'exploitation par affermage du service de distribution publique d'eau potable et les termes du contrat pour l'affermage du service de l'assainissement.

**AUTORISE** le Maire à les signer.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

A handwritten signature of the Mayor, appearing to be 'Jacques Bell'.

NOTIFIE A M. LE PREFET LE 18 MARS 2003  
RECU EN MAIRIE ET PUBLIE LE 19 MARS 2003  
CERTIFIE EXECUTOIRE

LE MAIRE,



A handwritten signature of the Mayor, appearing to be 'Jacques Bell'.